



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 17 JUIN 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 17TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Clubs 4-H du Québec"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour d'avril 1944, pour constituer en corporation sans capital-actions, sous le nom de "Clubs 4-H du Québec", la corporation du même nom, à savoir: "Clubs 4-H du Québec", laquelle a été constituée sous l'empire de la Loi des clubs de récréation (Ch. 304, S.R.Q., 1941) le 25ième jour de juin 1943, et que les principaux objets de la présente corporation sont les suivants:

Former dans les diverses parties de la Province des noyaux de jeunes et les grouper en clubs locaux, conseils locaux, conseils de comté, conseils de district et conseil provincial, dans le but de les intéresser à nos ressources naturelles et plus particulièrement à nos ressources forestières;

Enseigner aux jeunes les énormes possibilités qu'offrent nos ressources naturelles et plus particulièrement nos forêts, tant au point de vue économique que social et récréatif;

Assurer le développement rationnel et la conservation de nos ressources naturelles et forestières.

Letters Patent

"Clubs 4-H du Québec"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1944, to incorporate as a corporation without share capital, under the name of "Clubs 4-H du Québec" the corporation of the said name, to wit: "Clubs 4-H du Québec" the same having been incorporated under the authority of the Amusement Clubs Act (Ch. 304, R.S.Q. 1941) on the 25th day of June 1943, and the principal purposes of the present corporation are the following:

To form, in the various parts of the Province, groups of young people and to group them into local clubs, local councils, county councils, district and provincial councils, for the purpose of promoting their interest in our natural resources and more particularly in our forest resources;

To teach young people the enormous possibilities offered by our natural resources and, more particularly, our forests, from an economic as well as from a social and recreative viewpoint;

To insure the rational development and preservation of our natural and our forest resources.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le siège social et bureau principal de la corporation sera situé en la cité de Québec, district et province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6506-o P. FRENETTE.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office and principal place of business of the corporation will be in the city of Quebec, district and Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Arthur Martel, Édouard Larose et Léopold Franceur, tous trois charpentiers-menuisiers, en leur qualité de fiduciaires de la "Compagnie Immobilière du Conseil du district de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique", et demeurant respectivement à 5 Chemin du Tour, Ile Bigras, 6563 rue Delanaudière, Montréal, et 20 rue Legault, Ste-Anne-de-Bellevue, dans le district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder des meubles et des immeubles pour l'usage de ses membres et de tous ceux qu'elle pourra désigner;

Ladite compagnie pourra établir des cours professionnels concernant les charpentiers et menuisiers, et aussi faire fonctionner des départements récréatifs de tous genres pour l'usage de ses membres, de leurs familles et de leurs amis, conformément à la Loi des écoles professionnelles, ch. 64 des S.R.Q. 1941,—sous le nom de "Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique", avec un capital total de soixante-quinze mille dollars (\$75,000.00), divisé en quinze mille (15,000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6507-o P. FRENETTE.

"Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1944, incorporating: Arthur Martel, Édouard Larose and Léopold Franceur, all three carpenters-joiners, in their quality of trustees of the "Compagnie Immobilière du Conseil du district de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique", and residing respectively at 5 Chemin du Tour, Ile Bigras, 6563 Delanaudière street, Montreal, and 20 Legault street, Ste-Anne-de-Bellevue, in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own movables and immovables for the use of its members and of all those whom it may designate;

The said company may establish professional courses concerning carpenters and joiners, and also operate recreational departments of all kinds for the use of its members, their families and their friends, in conformity with the Trade Schools Act, ch. 64 of the R.S.Q., 1941,—under the name of "Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique", with a total capital stock of seventy-five thousand dollars (\$75,000), divided into fifteen thousand (15,000) shares of five dollars (\$5) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Frank Ralphs Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1944, constituant en corporation: Charles Édouard Vanier, manufacturier, Louis Philippe Trottier et René Sénécal, comptables, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et s'occuper, par aucun moyen ou manière quelconque et dans aucune ou toutes leurs spécialités respectives, des affaires et activités qui consistent à manufacturer, produire, acheter, importer et autrement acquérir, entreposer, emmagasiner, vendre, exporter ou autrement disposer de, négocier et faire le commerce par aucun moyen ou manière quelconque, de meubles, outillages de chemins de fer et de bateaux, accessoires et dispositifs, nattes, tapis, carpettes, tentures, stores, peinture, vernis, mor-

"Frank Ralphs Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1944, incorporating: Charles Édouard Vanier, manufacturer, Louis Philippe Trottier and René Sénécal, accountants, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in, in any way or manner whatsoever, and in any or all of their respective branches, the businesses and activities of manufacturing, producing, buying, importing and otherwise acquiring, warehousing, storing, selling, exporting or otherwise disposing of, trading and dealing in and with, in any way or manner whatsoever, furniture, railway and steamship fixtures, supplies and appliances, mats, rugs, carpets, drapes, blinds, paints, varnishes, stains, polishes, and polishers and all types of,

dants, polis et polissages et tous genres de garnitures d'intérieur, appliques, dispositifs et machinerie, sous le nom de "Frank Ralphs Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6508 P. FRENETTE.

"H. Reich & Sons Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1944, constituant en corporation: Herman Reich, Carl Aaron Reich, Edward Reich, agents d'assurance, et Henry Reich, commis, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de courtiers d'assurances et agir comme agents d'assurances;

Acquérir les affaires présentement existantes et exercées par les requérants, le tout conformément aux lois de la province de Québec;

Agir comme agents pour l'administration de propriétés immobilières de toutes sortes, agents de location et de vente pour l'achat et la vente de terrains, bâtisses et propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "H. Reich & Sons Inc.", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatre mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6509 P. FRENETTE.

"J. B. Loranger Ltée—Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1944, constituant en corporation: Lorenzo Bélanger, gérant, René-H. Courtemanche, banquier, tous deux des cité et district des Trois-Rivières, et Philippe St-Jacques, comptable agréé, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement le commerce en gros et en détail d'articles en fer, en cuivre, quincaillerie, faïencerie, papier, bijoux, poêles, fournaises, peinture, vernis, huile, produits chimiques, explosifs, charbon, grain et produits de nature similaire ou se rapportant à tel commerce et généralement fournir des matériaux aux constructeurs, aux entrepreneurs, aux électriciens, fabricants de voitures, de moulins et manufacturiers, sous le nom de "J. B. Loranger Ltée—Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières.

interior furnishings, fixtures, appliances and machinery, under the name of "Frank Ralphs Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6508-o Assistant Deputy Attorney General.

"H. Reich & Sons Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1944, incorporating: Herman Reich, Carl Aaron Reich, Edward Reich, insurance agents, and Henry Reich, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of insurance brokers, and to act as insurance agents;

To acquire the present existing insurance business carried on by the applicants, the whole in conformity with the Laws of the Province of Quebec;

To act as agents for the management of immoveable property of all kinds, rental and sales agent for the buying and selling of lands, buildings and immoveable properties of every kind and description, under the name of "H. Reich & Sons Inc.", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6509-o Assistant Deputy Attorney General.

"J. B. Loranger Ltée—Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1944, incorporating: Lorenzo Bélanger, manager, René-H. Courtemanche, banker, both of the City and District of Trois-Rivières, and Philippe St-Jacques, chartered accountant, of the City of Sherbrooke, District of St. Francis, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal generally wholesale and retail in ironware, brassware, hardware, crockery, paper, jewelry, stoves, furnaces, paint, varnish, oil, chemicals, explosives, coal, grain and products of a similar nature or connected with such kind of business and generally to carry on business as suppliers for builders, contractors, electricians, carriage makers, mills and manufacturers, under the name of "J. B. Loranger Ltée—Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the District of Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le quatre mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6510 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6510-o Assistant Deputy Attorney General.

"Jos. Blais & Cie, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Joseph Blais, marchand de bois, Madame Ange-Emma Blais, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph Blais et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, André Blais, Charles-Auguste Blais, tous deux mesureurs, et Demoiselle Thérèse Blais, célibataire majeure, commis, tous de Mont-Laurier, district de Montcalm, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchands, commerçants et exploitants en gros et en détail de bois de combustion, de billes et de bois de construction;

Agir comme mandataires, gérants, intermédiaires pour le commerce en gros et en détail de bois de construction, de billes et de bois de combustion, sous le nom de "Jos. Blais & Cie, Limitée", avec un capital total de vingt-sept mille trois cents dollars (\$27,300.00), divisé en deux cent soixante-treize (273) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Mont-Laurier, dans le district de Montcalm.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6511-o P. FRENETTE.

"Kaymack Investments Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mai 1944, constituant en corporation: Edward Binney Fairbanks, avocat, de la ville de Mont-Royal, Joseph Dosithée Carrière, caissier, de la ville de Baie d'Urfe, et Edith Ruth Ponting, fille majeure, sténographe, de la cité de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Investir et réinvestir de temps en temps les capitaux, accroissements de capitaux et revenus et autres deniers de la compagnie de telle manière et sur tels biens, propriétés immobilières, hypothèques, parts, actions, débiteures et autres valeurs comme les directeurs de la compagnie peuvent le déterminer de temps en temps et varier et changer ces placements et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, négocier ou mettre en valeur aucun des biens de la compagnie, sous le nom de "Kaymack Investments Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2,000) actions d'une valeur au pair de (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinq mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6512 P. FRENETTE.

"Jos. Blais & Cie, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1944, incorporating: Joseph Blais, lumber merchant, madame Ange-Emma Blais, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Joseph Blais, and by him duly authorized for the purposes hereof, André Blais, Charles-Auguste Blais, both scalers, and demoiselle Thérèse Blais, spinster, clerk, all of Mont-Laurier, district of Montcalm, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as merchants of, wholesale and retail traders and dealers in firewood, logs and lumber;

To act as mandatories, managers, intermediaries for the wholesale and retail dealing in lumber, logs and firewood, under the name of "Jos. Blais & Cie, Limitée", with a total capital stock of twenty-seven thousand three hundred dollars (\$27,300), divided into two hundred and seventy-three (273) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, in the district of Montcalm.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6511 Assistant Deputy Attorney General.

"Kaymack Investments Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1944, incorporating: Edward Binney Fairbanks, advocate, of the Town of Mount Royal, Joseph Dosithée Carrière, cashier, of the Town of Baie d'Urfe, and Edith Ruth Ponting, unmarried woman, stenographer, of the city of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To invest and reinvest from time to time the capital, accretions to capital and income and other moneys of the Company in such manner and in such properties, real estate, mortgages, stocks, shares, bonds and other securities as may from time to time be determined by the directors of the Company and to vary and change such investments and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with or turn to account any of the assets of the Company, under the name of "Kaymack Investments Ltd.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two thousand (2,000) shares of the par value of Ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6512-o Assistant Deputy Attorney General.

"Kenda Pershing Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq mai 1944, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de la cite de Westmount, Louis Philippe Lortie, comptable, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Kenda Pershing Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000) divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, le cinq mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6513 P. FRENETTE.

"La Compagnie de Construction Dollard, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de mai 1944, constituant en corporation: Stanislas Germain, Roger Thibaudeau, Guy Roberge, avocats, et Mesdemoiselles Hermance Felteau, comptable, et Marguerite Déziel, secrétaire, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer généralement les fonctions, le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et constructeurs et faire affaires comme tels à l'occasion de travaux tant publics que privés, sous le nom de "La Compagnie de construction Dollard, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en dix mille (10,000) actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, dans le district des Trois-Rivières, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6514-o P. FRENETTE.

"L'Institut d'Art du Vêtement Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Mgr Albert

"Kenda Pershing Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1944, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Louis Philippe Lortie, accountant, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Kenda Pershing Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of Three million dollars (\$3,000,000.00), divided into Three million (3,000,000) shares of One dollar (\$1.00) each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6513-o Assistant Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Construction Dollard, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1944, incorporating: Stanislas Germain, Roger Thibaudeau, Guy Roberge, advocates, and the Misses Hermance Felteau, accountant, and Marguerite Déziel, secretary, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business, trade and industry of contractors and builders and deal generally therein respecting both public and private works, under the name of "La Compagnie de construction Dollard, Limitée", with a total capital stock of Ten thousand dollars (\$10,000), divided into Ten thousand (10,000) shares of One dollar (\$1) each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, in the district of Trois-Rivières, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6514 Assistant Deputy Attorney General.

"L'Institut d'Art du Vêtement Inc."

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Mgr. Albert Valois, Vicar

Valois, Vicaire Général, directeur de l'Action Catholique, l'abbé Jean-Baptiste Desrosiers, P.S.S., D.Ph., D.Th., directeur de l'Institut Pie XI, et Marie-Conrad Bock, secrétaire général de l'Institut Pie XI et président de L. C. Bock & Compagnie Ltée, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Donner un enseignement supérieur et complet en tout ce qui concerne le vêtement: Au point de vue science, au point de vue théorie, au point de vue technique, et au point de vue moral;

L'art de confectionner le vêtement et les divers organismes qu'elle requiert;

La création des modes et leurs confections;

Le nom corporatif de la présente corporation est: "L'Institut d'Art du Vêtement Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux cent mille dollars (\$200,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera au numéro 171 ouest, rue Sainte-Catherine, (Les Buissonnets), à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6515-0 P. FRENETTE.

"Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour de mai 1944, constituant en corporation: Cyprien Bélanger, Armand Sinclair, Charles-Aimé Viens, J.-Ovide Sinclair, tous quatre marchands, Paul-Emile Côté, agent d'assurance, J.-Octave Bérubé et Léopold Bérubé, commerçants, Ovide Archambault et Joseph Burton, agents, Fernand Dionne, avocat, Arthur St-Laurent, commis, J.-Olier LaRocque, comptable, Armand St-Pierre, forgeron, Roland Bélanger, garagiste, Léo Ouellet, ferblantier, et Adrien Guay, gérant, tous d'Amqui, district de Rimouski, province de Québec, dans les buts suivants:

La construction, l'érection ou l'achat d'une ou de bâtisses nécessaires à la manufacture;

La fabrication de meubles et tous autres objets en bois ou autres matériaux substitués, sous le nom de "Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cent dollars (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Amqui, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6516-0 P. FRENETTE.

"Nilus Leclerc Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier jour de mai 1944, constituant en corporation: Nilus Leclerc, Robert Leclerc, Alfred Leclerc et Lucien Leclerc, industriels, tous de L'Islet, district de Montmagny, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, fabriquer, réparer des ameublements d'église, bancs, bergères, confession-

General, director of "l'Action Catholique", the Rev. abbé Jean-Baptiste Desrosiers, P.S.S., D.Ph., D.Th., director of "L'Institut Pie XI", and Marie-Conrad Bock, general secretary of "L'Institut Pie XI" and president of L. C. Bock & Compagnie Ltée, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To give a superior and complete instruction in everything concerning clothing: From a scientific, theoretical, technical and moral viewpoint;

The art of making clothing and the various organisms it requires;

The creation of styles and their making.

The corporate name of the present corporation is: "L'Institut D'Art du Vêtement Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is Two hundred thousand dollars (\$200,000).

The head office of the corporation will be at No. 171 Saint Catherine street West, (Les Buissonnets), Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6515 Assistant Deputy Attorney General.

"Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1944, incorporating: Cyprien Bélanger, Armand Sinclair, Charles-Aimé Viens, J.-Ovide Sinclair, all four merchants, Paul-Emile Côté, insurance agent, J.-Octave Bérubé and Léopold Bérubé, traders, Ovide Archambault and Joseph Burton, agents, Fernand Dionne, advocate, Arthur St-Laurent, clerk, J.-Olier LaRocque, accountant, Armand St-Pierre, blacksmith, Roland Bélanger, garage-keeper, Léo Ouellet, tin-smith, and Adrien Guay, manager, all of Amqui, district of Rimouski, Province of Quebec, for the following purposes:

The construction, erection or purchase of any building or buildings required for manufacturing;

The manufacturing of furniture and of any other objects whether of wood or of other materials or substitutes, under the name of "Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée", with a total capital stock of Forty-nine thousand five hundred dollars (\$49,500), divided into Four hundred and ninety-five (495) shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Amqui, in the Wistrict of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6516 Assistant Deputy Attorney General.

"Nilus Leclerc Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1944, incorporating: Nilus Leclerc, Robert Leclerc, Alfred Leclerc and Lucien Leclerc, manufacturers, all of l'Islet, district of Montmagny, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, repair, church furniture, pews, seats, confessionals, railings,

naux, balustrades, chaises, escaliers, autels, des portes, des chassis, des pupitres, des chaises ou d'autres genres d'ameublements et des ouvrages en bois de toutes sortes;

Acheter, vendre, fabriquer, réparer des métiers à tisser, des rouets, des moulins à carder et les accessoires de ces appareils et en général tous les appareils servant pour le tissage ou pour les arts domestiques; établir et exploiter tout commerce ou toute industrie de fournitures ou de matériel servant au tissage ou pour les arts domestiques;

Agir comme agent de publicité par tous les moyens connus;

Acquérir, louer, vendre ou opérer toute fonderie, atelier mécanique, usine pour la fonte, l'affinage, le placage, la préparation industrielle du fer, du cuivre, du nickel, du manganèse et des divers métaux et de leurs sous-produits, en faire le commerce sous leurs différentes formes, en gros ou en détail, comme principal ou comme agents;

Exercer sous toutes leurs formes et à toutes leurs fins et de toutes manières l'industrie et le commerce de toutes sortes de bois, et des sous-produits du bois, et en particulier des bois de construction, de menuiserie et de charpente, de pulpe, de chauffage et de fuseaux;

Agir comme imprimeur et éditeur;

Acquérir spécialement en totalité ou en partie l'industrie exploitée actuellement à L'Islet par M. Nilus Leclerc,—sous le nom de "Nilus Leclerc Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à L'Islet, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6517-o P. FRENETTE.

"Plage Idéale Incorporée"
"Ideal Beach Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1944, constituant en corporation: Gérard Labelle, comptable licencié, de Saint-Vincent de Paul, Marcel-B. Morency, comptable licencié, et Jeannine Noël, sténographe, fille majeure, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, louer, construire, bâtir ou autrement posséder, aménager, améliorer, opérer, exploiter, vendre, disposer des hôtels, restaurants, clubs, tavernes, grills, cafés, salles et terrains de rafraîchissements et à manger, salles de billard, de quilles et de pool, terrains et clubs de golf, terrains, salles et clubs de tennis, piscines, plages publiques et ou privées, terrains et clubs de ski, terrains et clubs de patins à glace et ou à roulettes, ou tout autre lieu d'amusements ou encore exercer le commerce d'hôtelier licencié, marchand de tabac, bière, vin, eaux gazeuses, minérales ou artificielles, spiritueux et autres liqueurs, conformément aux prescriptions de la Loi des liqueurs de la Province de Québec—Cependant, les pouvoirs accordés dans le présent paragraphe ne devront pas être interprétés comme permettant les jeux de hasard, d'habileté ou à l'argent;—sous le nom de "Plage Idéale, Incorporée"—"Ideal Beach Incorporated", avec un capital total de

chairs, stairs, altars, doors, windows, lecterns, chairs or other kinds of furniture and every kind of woodwork;

To purchase, sell, manufacture, repair, looms, spinning-wheels, carding machines and any accessories to the said apparatus, and, generally any apparatus used for weaving or for domestic art; to establish and carry on any business of trade incidental to supplies or materials used for weaving or for domestic art;

To act as publicity agent by any known means;

To acquire, lease, sell or operate any foundry, mechanical work-shop, plants for the smelting, refining, plating, industrial treating of iron, copper, nickel, manganese and of divers metals and the by-products thereof, to deal therein under their various forms, both wholesale and retail, as principal or as agent;

To deal, under all forms, for all purposes and in any manner in the lumber business and trade, and in the by-products of wood, and especially in lumber, joinery-wood, timber, pulpwood, fire-wood and spools;

To act as printer and editor;

To acquire, specially, in whole or in part, the business actually carried on at L'Islet by Mr. Nilus Leclerc—under the name of "Nilus Leclerc Inc.", with a total capital stock of Forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into Four hundred and ninety-nine (499) shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at L'Islet, in the district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6517 Assistant Deputy Attorney General.

"Plage Idéale Incorporée"
"Ideal Beach Incorporated"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1944, incorporating: Gérard Labelle, licensed accountant, of Saint-Vincent de Paul, Marcel B. Morency, licensed accountant, and Jeannine Noël, stenographer, spinster, these two latter of the city of Montréal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire, lease, construct, build or otherwise own, equip, improve, operate, maintain, sell, dispose of hotels, restaurants, clubs, taverns, grills, cafés, refreshment halls and premises and dining-rooms, billiard and pool rooms, bowling alleys, golf links and club-houses, lands, tennis courts and club-houses, swimming pools, public or private beaches, ski grounds and club-houses, ice-skating and roller-skating rinks, premises and clubs, or other places of amusement or again to carry on the business of licensed hotel-keeper, tobacco, beer and wine merchants and dealers in aerated, mineral or artificial waters, spirits and other beverages in conformity with the provisions of the Liquor Act of the Province of Quebec—However, the powers granted in the present paragraph shall not be interpreted as permitting games of chance, skill or gambling; under the name of "Plage Idéale, Incorporée"—"Ideal Beach Incorporated", with a total capital

quarante-neuf mille neuf cent soixante-quinze dollars (\$49,975.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6518-o P. FRENETTE.

"Radio Rouyn-Abitibi Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de mai 1944, constituant en corporation: Hector Authier, avocat, d'Amos, district d'Abitibi, Roland Beaudry, journaliste, et Gabriel Grenier, étudiant, tous deux des cité et district de Montréal et tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, exploiter, diriger des postes émetteurs de radiodiffusion, de télévision, de modulation à haute fréquence, créer, organiser, exploiter, vendre des programmes de radio, de télévision, de modulation à haute fréquence dans un but publicitaire ou autre, et tout ce qui peut être ou devenir l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés directement ou indirectement;

Pratiquer l'industrie et faire commerce de la radiodiffusion, de télévision, de modulation à haute fréquence, publicité par radiodiffusion, par télévision, par modulation à haute fréquence, des appareils ou des accessoires récepteurs ou émetteurs de radio, de télévision, de modulation à haute fréquence, et de tout ce qui s'y rattache;

De former, d'organiser et exploiter des cercles littéraires, des conférences, des cours, des auditions, des représentations et publications tant au point de vue littéraire qu'artistique, musical et théâtral, cinéma, études;

Acquérir et prendre possession de tout ce qui constitue l'actif, suivant les lois de la province de Québec, des postes de radio CKRN, CKVD, CHAD, de leurs noms, leurs droits et privilèges, leurs listes de promotion, leurs annonceurs, leurs contrats d'annonce et autres pour du comptant ou des parts acquittées, privilégiées et ordinaires dans la dite compagnie à être formée, sous le nom de "Radio Rouyn-Abitibi, Limitée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents dollars (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions de cent dollars (\$100.00) chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quatre-vingt mille dollars (\$80,000.00), divisée en huit cents actions de cent dollars (\$100.00) chacune, rachetables au prix versé sur icelles plus dividendes déclarés; le dividende sera de 5% l'an, privilégié et non cumulatif.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6519-o P. FRENETTE.

"Selby Furniture Mfg. Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

stock of Forty nine thousand nine hundred and seventy-five dollars (\$49,975), divided into One thousand nine hundred and ninety-nine (1999) shares of Twenty-five dollars (\$25) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6518 Assistant Deputy Attorney General.

"Radio Rouyn-Abitibi Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1944, incorporating: Hector Authier, advocate, of Amos, district of Abitibi, Roland Beaudry, journalist, and Gabriel Grenier, student, both of the city and district of Montreal and all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To own, operate, direct radio-broadcasting and diffusing stations, television, high frequency modulation, to create, organize, operate, sell radio, television, high frequency modulation programmes for advertising or other purposes, and all that may be or become the object of the powers above mentioned whether directly or indirectly;

To practise the industry and carry on the business of radio broadcasting, television, high frequency modulation; advertising by radio broadcasting, by television, by high frequency modulation, to deal in sending or receiving sets or accessories for radio, television, high frequency modulation, and anything connected therewith;

To form, organize and operate literary circles, lectures, courses, auditions, representations and publications both from a literary as well as an artistic, musical, theatrical, cinema or study view point;

To acquire and take possession of all that may constitute the assets, according to the laws of the Province of Quebec, of the Radio Stations CKRN, CKVD, CHAD, of their names, their rights and privileges, their lists of promotion, their announcers, their advertising and other contracts for cash or for paid up, preferred and common shares of the said company to be formed, under the name of "Radio Rouyn-Abitibi, Limitée".

The amount of capital stock of the company will be Ninety-nine thousand nine hundred dollars (\$99,900), divided into Nine hundred and ninety-nine shares of One hundred dollars (\$100) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is Eighty thousand dollars (\$80,000), divided into Eight hundred shares of One hundred dollars (\$100) each, redeemable at the price paid for same plus declared dividends; the dividend to be 5% per annum, preferred and non-cumulative.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6519 Assistant Deputy Attorney General.

"Selby Furniture Mfg. Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mai 1944, constituant en corporation: Alec Dollin, mécanicien, Benjamin Dalfen, manufacturier, tous deux de la cité d'Outremont, et Nathan Singer, ébéniste, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme travailleurs en bois, ébénistes et manufacturiers de meubles, et se livrer au travail des métaux et manufacturer des articles de métal, sous le nom de "Selby Furniture Mfg. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera situé en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trois mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6520 P. FRENETTE.

"The New Carlisle Board of Trade"
"La Chambre de Commerce de New Carlisle"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: John Francis Sheehan, avocat, John Caldwell Gilker, gérant de magasins, C.N.R., John Gédéon Dallain, registraire, Dr Charles Henri Houde, dentiste, Henri Lizotte, protonotaire, James Burness Smith Mitchell, surintendant, C.N.R., Dr James Noel Gillies, médecin, Earle Languedoc Annett, hôtelier, William Hayward, banquier, John Weston Robertson, gérant de district, British American Oil Co. & Howard Smith Paper Company, Joshua Chatterton, cultivateur, Jean Augustin Goulet, shérif, Joseph Eugène Gauthier, ingénieur, et Firmin Laurent Arsenaault, boucher, tous de New Carlisle, dans les comté et district de Bonaventure, province de Québec, dans les buts suivants:

Doter les résidents et les hommes d'affaires de New Carlisle d'un corps central ou d'une organisation non politique et dépourvue de sectarisme, par laquelle et à l'aide de laquelle lesdits résidents et hommes d'affaires peuvent travailler effectivement aux meilleurs intérêts de ladite communauté et pour l'amélioration des conditions d'icelle, sous le nom de "The New Carlisle Board of Trade"—"La Chambre de Commerce de New Carlisle".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à New Carlisle, dans les comté et district de Bonaventure, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce premier mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6521 P. FRENETTE.

"Thiboutot & Frère Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de mai 1944, constituant en corporation: Georges Bergeron, comptable, Mi-

Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1944, incorporating: Alec Dollin, mechanic, Benjamin Dalfen, manufacturer, both of the City of Outremont, and Nathan Singer, cabinet maker, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as wood-workers, cabinet makers and furniture manufacturers, and in engage in metal work and to manufacture articles made of metal, under the name of "Selby Furniture Mfg. Ltd.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of the par value of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be situate in the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6520-o Assistant Deputy Attorney General.

"The New Carlisle Board of Trade"
"La Chambre de Commerce de New Carlisle"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: John Francis Sheehan, barrister, John Caldwell Gilker, stores manager, C.N.R., John Gédéon Dallain, registrar, Dr. Charles Henri Houde, dentist, Henri Lizotte, prothonotary, James Burness Smith Mitchell, superintendent, C.N.R., Dr. James Noel Gillies, physician, Earle Languedoc Annett, hotel-keeper, William Hayward, banker, John Weston Robertson, district manager, Britiss American Oil Co. & Howard Smith Paper Company, Joshua Chatterton, farmer, Jean Augustin Goulet, sheriff, Joseph Eugène Gauthier, engineer, and Firmin Laurent Arsenaault, butcher, all of New Carlisle, in the County and District of Bonaventure, Province of Quebec, for the following purposes:

To provide the residents and the business men of New Carlisle with a central body or organization, non-political and non-sectarian, through which and in conjunction with which, the said residents and business men may effectively work for the best interests of the said community, and for the betterment of conditions therein, under the name of "The New Carlisle Board of Trade"—"La Chambre de Commerce de New Carlisle".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is Twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the corporation will be at New Carlisle, in the County and District of Bonaventure, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6521-o Assistant Deputy Attorney General.

"Thiboutot & Frère Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1944, incorporating: Georges Bergeron, accountant, Michael Joseph Hanrahan, broker,

chael Joseph Hanrahan, courtier, et Lucien Thiboutot, employé civil, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses spécialités le commerce de constructeurs et entrepreneurs sous toutes ses formes, de manufacturiers, négociants, commerçants, agents courtiers, soit en gros, soit en détail, à la fois comme principal et agent, et pour elle-même et pour d'autres, des produits relatifs à la construction, sous le nom de "Thiboutot & Frère, Limitée", avec un capital total de quatre mille neuf cents dollars (\$4,900.00), divisé en quarante-neuf (49) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au N° 85, rue Saint-Pierre, à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce huitième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6522-o P. FRENETTE.

and Lucien Thiboutot, civil employee, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally and in all the branches, thereof, the business of builders and contractors under all forms of such business, manufacturers, merchants of, dealers in, brokerage agents whether wholesale or retail, both as principal and agent, for itself or for others for any products incidental to construction, under the name of "Thiboutot & Frère, Limitée", with a total capital stock of Four thousand nine hundred dollars (\$4,900), divided into Forty-nine (49) shares of One hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at No. 85 St. Peter street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6522 Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Cameo Construction Co. Ltd." ("La Cie de Construction Cameo Ltée")

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et unième jour de mai 1944, changeant le nom de la compagnie "Vézina Construction, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1943, sous le nom de "Vézina Construction, Limitée", en celui de: "Cameo Construction Co. Ltd."—"La Cie de Construction Cameo Ltée").

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6523-o P. FRENETTE.

"Hall Machinery of Canada Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinze mai 1944, à la compagnie "Hall Machinery of Canada Limited", ratifiant son règlement spécial "A" augmentant son capital-actions de \$30,000 à \$125,000, par la création de 20,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune et 7,500 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce quinze mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6524 P. FRENETTE.

"J. L. Demers Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour de mai 1944, à la compagnie "J. L. Demers Ltée", ratifiant un règlement augmentant son capital de

Supplementary Letters Patent

"Cameo Construction Co. Ltd." ("La Cie de Construction Cameo Ltée")

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1944, changing the name of the company "Vézina Construction, Limitée", incorporated by letters patent bearing date the twenty-third day of December, 1943, under the name of "Vézina Construction, Limitée", to that of: "Cameo Construction Co. Ltd."—"La Cie de Construction Cameo Ltée").

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6523 Assistant Deputy Attorney General.

"Hall Machinery of Canada Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteen day of May, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Hall Machinery of Canada Limited", ratifying its Special By-Law "A" increasing its capital stock from \$30,000.00 to \$125,000.00, by the creation of 20,000 additional common shares of the par value of \$1.00 each and 7,500 additional preferred shares of the par value of \$10.00 each, and enumerating the privileges which shall be attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6524-o Assistant Deputy Attorney General.

"J. L. Demers Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1944, to the company "J. L. Demers Ltée", ratifying a by-law increasing its capital stock from \$199,000 to

\$199,000.00 à \$499,000.00, par la création de 2,500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6525-o P. FRENETTE.

"Le Syndicat de Québec Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour de mai 1944, à la compagnie "Le Syndicat de Québec Incorporée", ratifiant un règlement retranchant les pouvoirs mentionnés dans le deuxième paragraphe de ses lettres patentes originaires et les remplaçant par d'autres pouvoirs.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6526-o P. FRENETTE.

"United Industries Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-trois mai 1944, à la compagnie "United Industries Corporation", ratifiant son règlement N° 24 augmentant son capital-actions de \$300,000 à \$595,000, par la création de 2950 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois mai 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6527 P. FRENETTE.

\$499,000. by the creation of 2,500 additional common shares of a par value of \$100 each and of 500 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges which will be attached to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6525 Assistant Deputy Attorney General.

"Le Syndicat de Québec Incorporée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1944, to the company "Le Syndicat de Québec Incorporée", ratifying a by-law deleting the powers mentioned in the second paragraph of its original letters patent and replacing them by other powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6526 Assistant Deputy Attorney General.

"United Industries Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of May, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "United Industries Corporation", ratifying its By-Law No. 24 increasing its capital stock from \$300,000.00 to \$595,000.00, by the creation of 2950 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1944.

P. FRENETTE,
6527-o Assistant Deputy Attorney General.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi. Dans la Cour Supérieure, cause N° 10694. Dame Béatrice Lavoie, épouse commune en biens de sieur Edgar Fortin, ménagère, domiciliée en la ville de Kénogami, district de Chicoutimi, autorisée par justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Edgar Fortin, résidant à Kénogami, district de Chicoutimi, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse, contre le défendeur et avis en est donné par ces présentes, en conformité de l'article 1092 C.P.C.

Chicoutimi, 7 juin 1944.

Les procureurs de la demanderesse,
6533-o McNICOLL & FORTIN.

Action for separation as to bed and board and property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi. Superior Court, No. 10694. Béatrice Lavoie, wife common as to property of Edgar Fortin, residing in the town of Kenogami, district of Chicoutimi, duly authorized by justice, plaintiff; vs Edgar Fortin, residing in the town of Kenogami, district of Chicoutimi, defendant.

An action in separation as to property and as to bed and board has been taken against the defendant, and this notice is hereby given according to the dispositions of the section 1092 of the Civil Code of Procedure.

Chicoutimi, June 7th 1944.

McNICOLL & FORTIN,
6533-o Attorneys of the plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1944, les règlements 1 à 11 inclu-

Miscellaneous Notices

Notice is given that, by Order in Council dated May 31st, 1944, the by-laws 1 to 11

sivement de "Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 26 mars 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 juin 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
6534-o

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés du Téléphone du Saguenay", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 mai 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
6535-o

inclusivement of "Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc.", as adopted at the meeting held the 26th March, 1944, have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 6th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
6534

The formation of an association, under the name of "Syndicat National des Employés du Téléphone du Saguenay", for the study, defence and promotion of economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on May 26th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
6535

Chartes—Abandon de

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, La Savonnerie Lasalle Limitée, donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, le 30 mai 1944.

LA SAVONNERIE LASALLE LTÉE,
Par le secrétaire,
GEORGES GERVAIS.
6536-o

"LONGTIN SPORTS INCORPORÉ"

Avis est par les présentes donné que "Longtin Sports Incorporé", incorporé par lettres patentes le 24 janvier 1938, avec siège social à Montréal, a demandé, suivant la loi, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 25 mai 1944.

Le directeur à ce dûment autorisé,
LUCIEN LAVERDURE.
6537-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie Radiateur Somerset Limitée—Somerset Radiator Limited, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Plessisville, ce 12ème jour de juin 1944.

(Sceau)
Le secrétaire,
R. CARRIER.
6556-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Central Hotel Company Limited", constitué en Corporation par lettres patentes en date du 18 mars 1922, s'adressera au Procureur général et au Ministre des Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour demander l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira aux dits Procureur

Charters—Surrender of

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, La Savonnerie Lasalle Limitée, hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, May 30th, 1944.

LA SAVONNERIE LASALLE LTÉE,
GEORGES GERVAIS,
Secretary.
6536-o

"LONGTIN SPORTS INCORPORÉ"

Notice is hereby given that "Longtin Sports Incorporé" incorporated by letters patent on the 24th day of January 1938, with head office in Montreal, has made application, according to law, for leave to surrender its charter.

Montreal, May 25th, 1944.

LUCIEN LAVERDURE,
Director hereto duly authorized.
6537-o

Notice is hereby given that the company "Radiateur Somerset Limitée—Somerset Radiator Limited" will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Dated at Plessisville, this 12th day of June, 1944.

(Seal)
R. CARRIER,
Secretary.
6556

NOTICE

Notice is hereby given that "Central Hotel Company Limited", incorporated by letters patents dated March 18, 1922, will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of the Quebec Companies' Act, for acceptance of the surrender of its Charter, and the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney General and the

général et Ministre des Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Daté à Hull, ce 12e jour de juin 1944.

CENTRAL HOTEL COMPANY LIMITED,
Les procureurs,
6539-o STE-MARIE & STE-MARIE.

Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Hull, this 12th day of June 1944.

CENTRAL HOTEL COMPANY LIMITED,
STE-MARIE & STE-MARIE,
6539-o Attorneys.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Soulanges, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Les Cèdres" et que son principal siège d'affaires est à St-Joseph-de-Soulanges, comté de Soulanges.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour de juin 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6552-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lévis, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Jean-Chrysostôme" et que son principal siège d'affaires est à St-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour de juin 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6553-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Stanstead, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S. R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ways Mills" et que son principal siège d'affaires est à Barnston, comté de Stanstead.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce troisième jour de juin 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6544-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de St-Hyacinthe, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S. R. 1941, c. 120), sous le nom de "La Coopérative Régionale de Conserves de St-Jude" et que son principal siège d'affaires est à St-Jude-de-St-Ours, comté de St-Hyacinthe.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour de juin 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6557-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté Lac St-Jean-Ouest, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S. R. 1941, c. 120), sous le nom de "La Société Coopérative Agricole de la Jonction de Chambord" et que son principal

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Soulanges, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Les Cèdres" and that its principal place of business is at St-Joseph-de-Soulanges, county of Soulanges.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of June, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lévis, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Jean-Chrysostôme" and that its principal place of business is at St-Jean-Chrysostôme, county of Lévis.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of June, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Stanstead, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Ways Mills" and that its principal place of business is at Barnston, in the county of Stanstead.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this third day of June, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of St-Hyacinthe, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R. S. 1941, chap. 120), under the name of "La Coopérative Régionale de Conserves de St-Jude" and that its principal place of business is at St-Jude-de-St-Ours, county of St-Hyacinthe.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of June, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lake St. John-West, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R. S. 1941, chap. 120), under the name of "La Société Coopérative Agricole de la Jonction de Cham-

siège d'affaires est à St-Louis de Chambord, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour de juin 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6558-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bonaventure, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S. R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Fidèle" et que son principal siège d'affaires est à St-Fidèle-de-Restigouche, comté de Bonaventure.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour de juin 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6559-o ADRIEN MORIN.

bord" and that its principal place of business is at St-Louis de Chambord, county of Lake St. John-West.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of June, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Bonaventure, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R. S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Fidèle" and that its principal place of business is at St-Fidèle-de-Restigouche, county of Bonaventure.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of June, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 16-44

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 14 juin 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Gilbert MacMillan, Jules Côté, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

2. La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un mille en profondeur contigue à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités de Saint-Charles Borromée et du village Saint-Pierre.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.65 la ferme du producteur ou \$2.75 la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine, onze sous la pinte et quarante-quatre sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à trente-deux sous le

Département de l'Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Order No. 16-44

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, June 14, 1944, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Gilbert MacMillan, Jules Côté, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette and a strip of land of a mile deep bordering on the city of Joliette and forming part of the municipalities of Saint Charles Borromée and village Saint Pierre.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$2.65 farm of producer or \$2.75 business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint, eleven cents a quart and forty-four cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to thirty-two cents

gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à cinq gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 16-H-43A de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 février 1944, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé): MM. DR. ÉMILE NADEAU, président,
GILBERT MACMILLAN,
JULES CÔTÉ.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Approuvée par la Commission des Prix et du
Commerce en Temps de Guerre.
6555-o

a gallon, provided the quantity sold is not inferior to five gallons.

The present order cancels Order No. 16-H-43A of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for February 12 1944, and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, president,
GILBERT MACMILLAN,
JULES CÔTÉ.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade
Board.
6555-o

Département de la Colonisation

Ordonnance pour la fermeture de la route située entre les lots 29-B et 30-B du rang IV, traversant les lots 25 à 30 du rang V et tournant vers l'ouest entre les lots 30 du rang V et 28 du rang VI, jusqu'au lot 27 du rang VI, canton Figuery, route connue sous le nom de "Chemin Drouin".

Attendu que le Conseil municipal de St-Mathieu, comté d'Abitibi, par une résolution du 6 mai 1944, demande la fermeture de la route située entre les lots 29-B et 30-B du rang IV, traversant les lots 25 à 30 du rang V et tournant vers l'ouest entre les lots 30 du rang V et 28 du rang VI jusqu'au lot 27 du rang VI, canton Figuery, route connue sous le nom de "Chemin Drouin";

Attendu que la raison alléguée à l'appui de cette demande est que cette route est devenue inutile et que son entretien serait trop dispendieux pour le Conseil municipal de St-Mathieu, comté d'Abitibi;

Attendu qu'il n'y a aucune objection à ce que cette route soit fermée;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 16 du chapitre 108 de nos Statuts de la province de Québec (1941), cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du ministre de la Colonisation, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour me conformer au désir du Conseil municipal de St-Mathieu, comté d'Abitibi, en ma qualité de sous-ministre de la Colonisation, j'autorise le Conseil municipal de St-Mathieu, à fermer la route plus haut mentionnée et à remettre les terrains qu'elle occupe à leurs propriétaires ou successeurs.

Québec, ce 7ième juin 1944.

6528-o LÉO BROWN,
Sous-ministre de la Colonisation.

Department of Colonization

Order for the closing of the road situate between lots 29-B and 30-B of Range IV, crossing lots 25 to 30 of Range V and turning Westward between lots 30 of Range V and 28 of Range VI, as far as lot 27 of Range VI, Township of Figuery, the road known as "Chemin Drouin".

Whereas the Municipal Council of St-Mathieu, county of Abitibi, by a resolution dated the 6th of May, 1944, requests the closing of the road situate between lots 29-B and 30-B of Range IV, crossing lots 25 to 30 of Range V and turning Westward between lots 30 of Range V and 28 of Range VI as far as lot 27 of Range VI, Township of Figuery, the road known as "Chemin Drouin";

Whereas the alleged reason in support of this request is that the said road has become useless and that its upkeep would be too expensive for the Municipal Council of St-Mathieu, county of Abitibi;

Whereas there is no objection to the closing of the said road;

Whereas it is expedient to grant the said request and that in virtue of section 16 of chapter 108 of Our Statutes of the Province of Quebec, (1941), the said road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization, Government monies having been spent thereon.

Therefore, to comply with the desire of the Municipal Council of St-Mathieu, county of Abitibi, in my quality of Deputy Minister of Colonization, I authorize the Municipal Council of St-Mathieu, to close the road above mentioned and to return the lots of land occupied by it to their owners or successors.

Québec, June 7th, 1944.

6528 LÉO BROWN,
Deputy Minister of Colonization.

Département de l'Instruction publique

N° 647-44

Québec, le 2 juin 1944.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Joseph-

Department of Education

No. 647-44

Quebec, June 2nd, 1944.

Application is made to change the name of the school municipality of the Village of St-Joseph-

d'Alma, comté du Lac St-Jean, en celui de Ville de St-Joseph-d'Alma.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6502-23-2-o VICTOR DORÉ.

d'Alma, county of Lake St. John, to that of "Town of St-Joseph-d'Alma".

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

Département des Terres & Forêts

Cadastre officiel du Canton d'Awantjish
Division d'enregistrement de Matapédia

Avis est par la présente donné que le lot 62 de ce canton-ci est annulé conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil et remplacé par les rangs VI, VII, et VIII.

Québec, le 19 mai 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.

Le sous-ministre,
6540-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands & Forests

Official Cadastre of the Township of Awantjish
Registration Division of Matapédia

Notice is hereby given that lot 62 of this Township is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code and replaced by Ranges VI, VII and VIII.

Quebec, May the 19th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.

AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Trésor

Assurances

Department of Treasury

Insurance

AVIS D'ADMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par la présente donné que la Polish Welfare Association a obtenu le permis et a été enregistrée comme société charitable, conformément à la Loi des assurances de Québec par laquelle elle est autorisée, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchuées et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants, ou d'atteindre d'autres objets analogues.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce septième jour de juin 1944.

Pour le Trésorier de la Province,
J. A. PARADIS,
Assistant surintendant des

6532-24-2-o assurances.

NOTICE FOR LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the Polish Welfare Association has been licensed and registered as a charitable association in virtue of the Quebec Insurance Act for the purposes of: by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident, or reverses of fortune, and for widows and orphans, or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children, or for the purpose of attaining any other similar object.

Given pursuant to the requirements of Section 121 of the Quebec Insurance Act, this seventh day of June 1944.

For the Treasurer of the Province,
J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.

6532-24-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que Burnett's Employees' Mutual Benefit Association, constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de la Loi des assurances, a obtenu le permis numéro 321 et le certificat d'enregistrement numéro 226 qui l'autorisent, à compter du 12 juin 1944, à accorder à ses membres des bénéfices en cas de maladie ou d'accident.

Donné ce treizième jour de juin 1944 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

L'Assistant surintendant des assurances,
J. A. PARADIS,
6541-24-2-o pour le Trésorier de la Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that Burnett's Employees' Mutual Benefit Association, constituted as a mutual benefit society in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, has obtained the license number 321 and the certificate of registry number 226 authorizing it, as from the 12th of June 1944, to grant to its members accident and sickness benefits.

Dated this thirteenth day of June 1944 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance,
6541-24-2-o for the Treasurer of the Province.

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1944.—Examinations of July, 1944.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Garneau.....	Alphonse.....	21	Perceé.....	Séminaire de Gaspé & Collège Stanislas Montréal.

Rimouski, le 7 juin 1944.—Rimouski, June 7, 1944.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,

[Sceau—Seal]
6529-24-2-oLOUIS-JOSEPH GAGNON,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT.—BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1944.—Examinations of July, 1944.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Bérubé.....	Jean-Paul.....	24	Rivière-du-Loup.
Gagnon.....	Claude.....	25	Rimouski.

Rimouski, le 7 juin 1944.—Rimouski, June 7, 1944.

Le secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,

[Sceau—Seal]
6530-24-2-oLOUIS-JOSEPH GAGNON,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1944.—Examinations of July, 1944.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Marchand.....	Gabriel.....	22	Victoriaville.

Victoriaville, le 7 juin 1944.—Victoriaville, June 7, 1944.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,

6531-24-2-o

GERMAIN LACOURCIÈRE,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1944.—Examinations of July 1944

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Boucher.....	Pierre.....	22	Québec.
Brisson.....	Lomer.....	27	Québec.
Chartrain.....	Paul.....	25	Québec.
Cliche.....	Robert.....	23	St-Joseph de Beauce.
Demers.....	Georges de Léry.....	25	Québec.
Morneau.....	Lucien.....	24	Québec.
Quimper.....	Donat.....	29	Québec.
Desjardins.....	Alphonse.....	24	Québec.

Québec, le 13 juin 1944—Quebec, June 13th, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,

[Sceau—Seal]
6543-24-2-oÉDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU DE QUÉBEC—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1944.—Examinations of July 1944.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège Colleges
Bédard.....	Jacques.....	19	Québec.....	Jean de Brébeuf et Séminaire de Québec.
Bédard.....	Pierre.....	21	Québec.....	Jean de Brébeuf et Séminaire de Québec.
Chamberland.....	Yvon.....	22	Québec.....	Séminaire de Québec.
D'Anjou.....	Guy.....	19	Québec.....	Séminaire de Rimouski et Québec.
Flynn.....	Percy.....	21	Québec.....	Lévis et Garnier.
Fortin.....	Jacques.....	23	Québec.....	Séminaire de Québec.
Gosselin.....	Roger.....	22	Québec.....	Garnier et Séminaire de Québec.
Grégoire.....	Marcel.....	21	Québec.....	Lévis, Garnier, Brébeuf et Ste-Marie.
Lavoie.....	Jean-Marie.....	21	Ste-Perpétue.....	Jean de Brébeuf.
Lesage.....	Louis.....	26	Québec.....	Séminaire de Québec.
Morin.....	André.....	23	Bagotville & Québec.....	Séminaire de Québec, Séminaire de Chi- coutimi, Université d'Ottawa.
Patry.....	André.....	20	Québec.....	Séminaire de Québec.
Verge.....	André.....	21	Québec.....	Garnier.

Québec, le 13 juin 1944.—Quebec, June 13th, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ÉDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

[Sceau—Seal]
6542-24-2-o

Liquidation—avis de

Avis est donné qu'à une assemblée des actionnaires de "La Compagnie Téléphonique Lauzon des Districts de Nicolet et d'Arthabaska", dûment convoquée et tenue le 25 juin 1940, il a été décidé que cette compagnie soit mise en liquidation et qu'à une assemblée des mêmes actionnaires, tenue le 11 janvier 1944, M. Robert Laforest, commerçant, de la paroisse de Ste-Clotilde de Horton, a été nommé liquidateur en remplacement de M. J.-M.-Omer Lecomte, décédé.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 juin 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
6538-o

Winding up Notice

Notice is given that at a meeting of the shareholders of "La Compagnie Téléphonique Lauzon des Districts de Nicolet et d'Arthabaska", duly convened and held on June 25th, 1940, it was decided that the said company be wound-up and that at a meeting of the same shareholders, held on January 11th, 1944, Mr. Robert Laforest, merchant, of the parish of Ste-Clotilde de Horton, was appointed liquidator to replace Mr. J. M. Omer Lecomte, deceased.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 7th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
6538

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par monsieur Joseph Morin, notaire, demeurant et pratiquant à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi; par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me J.-Albert Desjardins, en son vivant notaire de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 16 mai 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.
6327-20-5-o

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Morin, notary, residing and practising at Val d'Or, judicial district of Abitibi, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me J. Albert Desjardins, in his lifetime notary of Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Quebec, May 16th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.
6327-20-5

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]
EUG. FISET
GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires bri-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]
EUG. FISET
GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions

tanniques au delà des mers, Défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que la Cité
Assistant-procureur } de Lévis et la corpo-
général. } ration municipale de Saint-
Colomb de Sillery ont demandé que la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec soit étendue à chaque municipalité respectivement;

Attendu que chacune de ces corporations municipales a accepté de payer les frais de transport des enfants et les frais de déplacement (frais de transport et de pension), des officiers de probation chargés de faire, dans certains cas, les enquêtes prévues par la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46);

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes faites par lesdites corporations municipales;

Attendu que, en vertu d'une proclamation du Gouverneur général émise conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46), ladite Loi a été déclarée exécutoire dans la Cité de Lévis et dans la municipalité de Saint-Colomb de Sillery.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46) Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, à compter du dix-sept juin 1944, la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec soit étendue à la Cité de Lévis et à la corporation municipale de Saint-Colomb de Sillery.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de juin, en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
6566-o JEAN BRUCHESI.

beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS the City of
Deputy Attorney } Lévis and the Muni-
General. } cipal Corporation of Saint-
Colomb de Sillery have requested that the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to each municipality respectively;

Whereas each of the said municipal corporations has agreed to pay the costs of transportation of the children and the travelling expenses (costs of keeping and transportation) of the probation officers charged with making, in certain cases, inquiries provided by the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chap. 46);

Whereas it is expedient to grant the requests made by the said municipal corporations;

Whereas, in virtue of a proclamation of the Governor General issued in conformity with the provisions of section 44 of the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chapter 46), the said act was decreed executory in the City of Lévis and in the Municipality of Saint-Colomb de Sillery.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of section 44 of the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chapter 46) We have enacted and ordered and do hereby enact and order that from and after the seventeenth of June, 1944, the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to the City of Lévis and to the Municipality of Saint-Colomb de Sillery.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of June, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-four and the eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
6566 Under Secretary of the Province.

Soumissions

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées, "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le 3 juillet 1944, pour l'achat d'une émission d'obligations, datées du 1er février 1944, au montant de \$32,500.00, (en vertu des règlements Nos 196, 198 et 202 de la Municipalité de la Ville

Tenders

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF POINTE-CLAIRE

Public notice is hereby given that tenders sealed and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Monday, July 3rd, 1944, for the purchase of an issue of bonds dated February 1st, 1944 for an amount of \$32,500.00 (under By-laws 196, 198 and 202 of the Municipality of the Town of Pointe-Claire) bearing interest at

de Pointe-Claire), portant intérêt au taux de 3¼% l'an, payables semi-annuellement, les 1er février et 1er août, le capital étant remboursable en séries, du 1er février 1945 au 1er février 1964.

Objet de l'emprunt: "Macadam et Nivellement—Extension d'aqueduc et d'égouts."

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne Nationale à Montréal ou à la succursale de ladite banque dans la Ville de Pointe-Claire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison. Ces soumissions seront ouvertes en séance publique, le lundi, 3 juillet 1944, à neuf heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 293 Bord du Lac, Pointe-Claire, P.Q.

La Ville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, le 13 juin 1944.

[Sceau] Le secrétaire-trésorier,
6549-o R. LABROSSE.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE
BEAUHARNOIS, COMTE DE BEAUHARNOIS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues, par le soussigné, jusqu'à cinq heures (5) de l'après-midi, le 3 juillet 1944, pour le rachat d'une émission d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois au montant de \$51,000.00.

Ces obligations seront datées du 1er août 1944, seront remboursables en série à compter du 1er février 1945 au 1er août 1974, selon le tableau ci-dessous, avec intérêt semi-annuel le 1er février et le 1er août de chaque année. L'émission sera payable, capital et intérêts, à la Banque Canadienne Nationale à Montréal ou à Beauharnois.

Les soumissionnaires sont invités à offrir deux prix séparés pour cette émission, savoir:

Un prix pour des obligations à 3% l'an et un prix pour des obligations à 3¼% l'an.

Objet de l'émission: Construction d'une école de huit classes.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de cette émission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Beauharnois qui sera tenue le 3 juillet 1944, à cinq heures (5) de l'après-midi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Date	Rachat
1 fév. 1945.....	\$3,400.00
1 août 1945.....	3,500.00
1 fév. 1946.....	3,500.00
1 août 1946.....	3,500.00
1 fév. 1947.....	3,500.00
1 août 1947.....	3,600.00
1 fév. 1948.....	300.00
1 août 1948.....	400.00
1 fév. 1949.....	300.00

the rate of 3¼% per annum, payable semi-annually on the 1st day of February and on the 1st day of August, the capital being redeemable serially from February 1st, 1945 to February 1st, 1964.

Object of the loan:—"Waterbound macadam and grading—Extension of water and sewer".

Capital and interests are payable at La Banque Canadienne Nationale in Montreal and also at the Branch of the said Bank in the Town of Pointe-Claire.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds at the time of their delivery. These tenders will be opened during a public sitting on Monday, July 3rd, 1944, at nine o'clock p.m., at the Town Hall, 293 Lakeshore Road, Pointe-Claire, P.Q.

The Town Council does not bind itself to accept the highest nor the lowest nor any of the tenders.

Pointe-Claire, this 13th day of June 1944.

[Seal] R. LABROSSE,
6549-o Secretary-treasurer.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
BEAUHARNOIS, COUNTY OF BEAUHARNOIS

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received, by the undersigned, up to five o'clock (5) in the afternoon, the 3rd of July, 1944, for the purchase of an issue of bonds of the school commissioners for the municipality of the Town of Beauharnois for \$51,000.

The said bonds to be dated from the 1st of August, 1944, to be redeemable serially from the 1st of February, 1945, to the 1st of August, 1974, according to the table shown hereinbelow, with semi-annual interest on the 1st of February and the 1st of August of each year. The issue to be payable, capital and interest, at the Banque Canadienne Nationale at Montreal or at Beauharnois.

Tenderers are invited to offer two separate prices for this issue, namely:

One price for bonds at 3% per annum and one price for bonds at 3¼% per annum.

Object of the issue: Building of a school of eight classes.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners for the school municipality of the Town of Beauharnois to be held on July 3rd, 1944, at five o'clock (5) in the afternoon.

The school commissioners shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

AMORTIZATION TABLE

Date	Redemption
Feb. 1st 1945.....	\$3,400.00
Aug. 1st 1945.....	3,500.00
Feb. 1st 1946.....	3,500.00
Aug. 1st 1946.....	3,500.00
Feb. 1st 1947.....	3,500.00
Aug. 1st 1947.....	3,600.00
Feb. 1st 1948.....	300.00
Aug. 1st 1948.....	400.00
Feb. 1st 1949.....	300.00

TABLEAU D'AMORTISSEMENT—Suite

AMORTIZATION TABLE—Continued

Date	Rachat	Date	Redemption
1 août 1949.....	400.00	Aug. 1st 1949.....	400.00
1 fév. 1950.....	400.00	Feb. 1st 1950.....	400.00
1 août 1950.....	400.00	Aug. 1st 1950.....	400.00
1 fév. 1951.....	400.00	Feb. 1st 1951.....	400.00
1 août 1951.....	400.00	Aug. 1st 1951.....	400.00
1 fév. 1952.....	400.00	Feb. 1st 1952.....	400.00
1 août 1952.....	400.00	Aug. 1st 1952.....	400.00
1 fév. 1953.....	400.00	Feb. 1st 1953.....	400.00
1 août 1953.....	400.00	Aug. 1st 1953.....	400.00
1 fév. 1954.....	400.00	Feb. 1st 1954.....	400.00
1 août 1954.....	500.00	Aug. 1st 1954.....	500.00
1 fév. 1955.....	400.00	Feb. 1st 1955.....	400.00
1 août 1955.....	500.00	Aug. 1st 1955.....	500.00
1 fév. 1956.....	400.00	Feb. 1st 1956.....	400.00
1 août 1956.....	500.00	Aug. 1st 1956.....	500.00
1 fév. 1957.....	500.00	Feb. 1st 1957.....	500.00
1 août 1957.....	500.00	Aug. 1st 1957.....	500.00
1 fév. 1958.....	500.00	Feb. 1st 1958.....	500.00
1 août 1958.....	500.00	Aug. 1st 1958.....	500.00
1 fév. 1959.....	500.00	Feb. 1st 1959.....	500.00
1 août 1959.....	500.00	Aug. 1st 1959.....	500.00
1 fév. 1960.....	500.00	Feb. 1st 1960.....	500.00
1 août 1960.....	600.00	Aug. 1st 1960.....	600.00
1 fév. 1961.....	500.00	Feb. 1st 1961.....	500.00
1 août 1961.....	600.00	Aug. 1st 1961.....	600.00
1 fév. 1962.....	500.00	Feb. 1st 1962.....	500.00
1 août 1962.....	600.00	Aug. 1st 1962.....	600.00
1 fév. 1963.....	500.00	Feb. 1st 1963.....	500.00
1 août 1963.....	600.00	Aug. 1st 1963.....	600.00
1 fév. 1964.....	600.00	Feb. 1st 1964.....	600.00
1 août 1964.....	600.00	Aug. 1st 1964.....	600.00
1 fév. 1965.....	600.00	Feb. 1st 1965.....	600.00
1 août 1965.....	600.00	Aug. 1st 1965.....	600.00
1 fév. 1966.....	600.00	Feb. 1st 1966.....	600.00
1 août 1966.....	700.00	Aug. 1st 1966.....	700.00
1 fév. 1967.....	600.00	Feb. 1st 1967.....	600.00
1 août 1967.....	700.00	Aug. 1st 1967.....	700.00
1 fév. 1968.....	700.00	Feb. 1st 1968.....	700.00
1 août 1968.....	700.00	Aug. 1st 1968.....	700.00
1 fév. 1969.....	700.00	Feb. 1st 1969.....	700.00
1 août 1969.....	700.00	Aug. 1st 1969.....	700.00
1 fév. 1970.....	700.00	Feb. 1st 1970.....	700.00
1 août 1970.....	800.00	Aug. 1st 1970.....	800.00
1 fév. 1971.....	700.00	Feb. 1st 1971.....	700.00
1 août 1971.....	800.00	Aug. 1st 1971.....	800.00
1 fév. 1972.....	700.00	Feb. 1st 1972.....	700.00
1 août 1972.....	800.00	Aug. 1st 1972.....	800.00
1 fév. 1973.....	700.00	Feb. 1st 1973.....	700.00
1 août 1973.....	800.00	Aug. 1st 1973.....	800.00
1 fév. 1974.....	700.00	Feb. 1st 1974.....	700.00
1 août 1974.....	800.00	Aug. 1st 1974.....	800.00

Beauharnois, le 14 juin 1944.

Beauharnois, June 14th, 1944.

Le secrétaire-trésorier,
C. O. DUPUIS. 6567

C. O. DUPUIS,
Secretary Treasurer.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

VENTE—LOI DE FAILLITE

SALE—BANKRUPTCY ACT

Province de Québec, District de Montréal,
Cour Supérieure (en matière de faillite).

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

VENTE À L'ENCAN

AUCTION SALE

Dans l'affaire de Raymond Prud'homme, agent
de la cité d'Outremont, débiteur, et Hermas
Perras, des cité et district de Montréal, syndic.

In the matter of Raymond Prud'homme, agent
of the city of Outremont, debtor, and Hermas
Perras, of the city and district of Montreal,
trustee.

Avis est par les présentes donné que VEN-
DREDI, le SEPT JUILLET 1944, à ONZE heures
de l'avant-midi, sera vendu par encan public,

Notice is hereby given that on FRIDAY, the
SEVENTH day of JULY, 1944, at ELEVEN
o'clock in the forenoon, there will be sold by

au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice de Montréal, l'immeuble de cette faillite ci-après décrit:

Désignation

Un lopin de terre ayant front à la rue Querbes, en la cité d'Outremont, connu et désigné sous le numéro cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-trois (33-127) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de trente pieds de largeur par quatre-vingt-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage à pied et en voiture dans le passage mitoyen qui a été établi entre la propriété ci-dessus et la propriété voisine connue et désignée sous le numéro cent vingt-huit de la subdivision officielle du même lot originaire numéro trente-trois (33-128) des plan et livre de renvoi officiels susdits en vertu d'un acte passé devant J.-H. Olivier, notaire, le vingt-neuf août mil neuf cent vingt-quatre et enregistré à Montréal sous le numéro 63,352, et ce sous les termes, clauses et conditions dudit acte et avec une maison et dépendances dessus érigées et connues sous le numéro 219 de ladite rue Querbes;

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes autres servitudes se rattachant audit immeuble avec tous les appliqués électriques s'y trouvant, ainsi que le garage en arrière de la propriété vendue.

Conditions de vente: Comptant. Un dépôt de \$670.30 en argent ou chèque accepté sera requis de l'adjudicataire et la balance à la passation de l'acte de vente.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 et ses sous-paragraphes de la loi de faillite, et conformément aux articles 716 à 719 C.P.C. pour ladite vente ainsi s'effectuer avec l'effet du décret.

Montréal, 30 mai 1944.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

Bureau: Édifice Metropole,
4 Est, rue Notre-Dame,
Montréal.

6446-22-20

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure (En matière de faillite), N° 104.

Dans l'affaire de Horace Campbell Mackay, entrepreneur de bois et cultivateur, faisant affaires seul à Franklin Center, Huntingdon, cédant autorisé.

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés immobilières suivantes, à savoir:

a) Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-cinq D (35-D) dans le troisième rang aux plan et livre de renvoi du canton de Hinchinbrooke, avec les bâtisses dessus érigées; moins et à déduire du coin sud-est dudit lot un morceau de terre mesurant 115 pieds de largeur en front le long du chemin public par 140 pieds de profondeur et borné au sud par le chemin de front, au nord et à l'ouest par le résidu dudit lot et à l'est par William Tinsley, le tout tel que décrit dans l'acte de vente, accordé par William B. McKay à la commission scolaire du canton de Hinchinbrooke, enregistré au bureau d'enre-

public auction, in the office of the Sheriff of the district of Montreal, in the Court House of Montreal, the immovable of this estate herein-after described:

Description

A parcel of land fronting on Querbes street, in the city of Outremont, known and designated as number one hundred and twenty-seven of the official subdivision of original lot number thirty-three (33-127) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal, measuring thirty feet in width by eighty-nine feet in depth, English measure and more or less, with right of way on foot and with vehicle in the mitoyen passage which was established between the aforesaid property and the adjoining property known and designated under number one hundred and twenty-eight of the official subdivision of the same original lot number thirty-three (33-128) on the aforesaid official plan and book of reference, in virtue of a deed passed before J. H. Olivier, notary, on the twenty-ninth of August, one thousand nine hundred and twenty-four and registered at Montreal under No. 63,352, and under the terms, clauses and conditions of the said deed and with a house and dependencies thereon erected, known under No. 219 of said Querbes street.

As the whole presently subsists with all other servitudes attached to the said immovable and with all electric fixtures found therein, and also the garage in rear of the property sold.

Conditions of sale: Cash. A deposit of \$670.30 in cash or accepted cheque will be required from the purchaser and the balance on the passing of the deed of sale.

The title and certificate may be seen at any time at the office of the undersigned trustee.

The said sale shall be made in accordance with section 45 and sub-paragraphs of the Bankruptcy Act, and pursuant to articles 716 to 719 of the C.C.P. so that the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, May 30th, 1944.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

Office: Édifice Metropole,
4 Notre-Dame Street East,
Montreal.

6446-22-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (In Bankruptcy), No. 104.

In the matter of Horace Campbell MacKay, lumber contractor and farmer, doing business alone at Franklin Center, Huntingdon, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the following immovable properties to wit:

a) A lot of land known and designated under number thirty-five D (35-D) in the third range on the plan and in the book of reference of the Township of Hinchinbrooke, with the buildings thereon erected; less and to be deducted off the south east corner of the said lot a parcel of land, 115 feet in width in front along the public road by 140 feet in depth and bounded to the south by the front road, to the north and to the west by the remainder of said lot and to the east by William Tinsley, the whole as described in a deed of sale granted by William B. McKay to the School Commission of the Township of Hinchin-

gistrement du comté de Huntingdon sous le N° 23157.

b) Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-sept A (37-A) dans le troisième rang aux plan et livre de renvoi du canton de Hinchinbrooke, avec les bâtisses dessus érigées, seront vendus ensemble en bloc en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour le district de Montréal, dans l'affaire de faillite portant le N° 104 des dossiers de ladite Cour, rendu le 5ième jour de juin 1944, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite du Canada et avec les formalités nécessaires de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, situé en la ville de Huntingdon, dans la province de Québec, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET mil neuf cent quarante-quatre, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée de l'est).

Chaque enchérisseur déposera, en argent ou par chèque visé, un montant d'au moins quatre cents dollars (\$400) avec son enchère, lequel sera appliqué en acompte sur le prix d'achat au cas où il deviendrait l'acheteur, et le reste du prix sera payé à la signature de l'acte de vente, lesquels acte de vente, copies, enregistrements et accessoires seront payables par l'acheteur.

Immédiatement après l'adjudication, le montant déposé par chaque enchérisseur, à l'exception de l'acheteur actuel, sera remboursé.

En plus du prix d'achat l'acheteur devra payer les taxes du gouvernement.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, le 12 juin 1944.

Le syndie,

DAVID GROBSTEIN.

Bureau: 10 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

6550-24-2

brooke, registered in the registry office for the county of Huntingdon under No. 23157.

b) A lot of land known and designated under number thirty-seven A (37-A) in the Third range, on the plan and in the book of reference of the Township of Hinchinbrooke, with the buildings thereon erected, shall be sold together "en bloc" in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, in the matter of Bankruptcy, bearing No. 104 of the records of the said Court, rendered the 5th day of the month of June 1944, at public auction, pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act of Canada and with the formalities necessary to give to such sale the effect of a Sheriff's sale, at the Registry Office for the county of Huntingdon, situated in the Town of Huntingdon, in the Province of Quebec, MONDAY the TWENTY-FOURTH day of the month of JULY one thousand nine hundred and forty-four, at THREE o'clock in the afternoon (Eastern Daylight Saving Time).

Each bidder shall deposit, in cash or by certified cheque, an amount of at least four hundred dollars (\$400.00) with his bid, which shall be applied on account of the purchase price in the event of his becoming purchaser, and the balance of such price shall be paid at the signing of the deed of sale, which deed, copies, registrations and accessories shall be payable by the purchaser.

Immediately after adjudication, the amount deposited by each bidder, with the exception of the actual purchaser, shall be refunded.

In addition to the purchase price the Purchaser shall pay the Government taxes.

For other conditions and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, June 12th 1944.

DAVID GROBSTEIN,

Trustee.

Office 10 St. James St. West,
Montreal.

6550-24-2-0

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } LE PROCUREUR GÉNÉRAL, demandeur; vs J. ARTHUR ROSS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain emplacement contenant cinquante-deux pieds de front sur cent soixante et dix de profondeur, mesure anglaise, borné au nord-ouest au Chemin du Portage, au sud-ouest et au sud-est au bailleur, au nord-est à Dolphis Gélinas, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur les livre et plan de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Horton, sous le numéro cent quatre-vingt-six (p. 186) et en plus, une portion de terre comprise au sud-ouest et sud-est du dit emplacement comprenant cinquante pieds, plus ou moins de longueur sur cinquante-deux pieds de front, faisant partie du dit lot cent quatre-vingt-six (p. 186) du dit cadastre, et faisant front au fossé verbalisé, laquelle portion de terre fut

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } THE ATTORNEY GENERAL, plaintiff; vs J. ARTHUR ROSS, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain emplacement measuring fifty-two feet in front by one hundred and seventy in depth, English measure, bounded on the Northwest by the Portage Road (Chemin du Portage), on the Southwest and Southeast by the lessor, on the Northeast by Dolphis Gélinas, forming part of the lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Horton, under number one hundred and eighty-six (Pt. 186) and moreover, a parcel of land situate Southwest and Southeast of the said emplacement measuring fifty feet, more or less, in length by fifty-two feet in front, forming part of said lot one hundred and eighty-six (Pt. 186) of said

acquise par Emmanuel Champagne et Léon Roberge, par entente verbale.

Ces deux terrains sont affectés d'une rente foncière de \$7.50 dont \$6.00 pour la première partie et \$1.50 pour la deuxième, actuellement due à Raoul Roberge, par transport enregistré sous le N° 74151. B, 91.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Clothilde de Horton, Comté d'Arthabaska, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 13 juin 1944. 6554-24-2-o
[Première publication, 17 juin 1944]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } MARCEL DUFOUR,
N° 10328 } marchand, domicilié au Lac des Habitants, comté de Chicoutimi, demandeur; vs JOHNNY GODIN, journalier, domicilié au Lac des Habitants, comté de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Un immeuble comprenant le lot numéro dix (10) du rang ouest, au cadastre officiel du canton Rouleau, borné à l'est par le rang est et à l'ouest par le bloc A, rang A, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire (Lac des Habitants), MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JUILLET 1944, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, RÉNÉ DELISLE.
Chicoutimi, 7 juin 1944. 6545-24-2-o
[Première publication, 17 juin 1944]

KAMOURASKA

Cour Supérieure, } NAPOLEON BON-
District de Kamouraska, } ENFANT, de
N° 15792 } la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, défendeur; contre ELPHEGE FOURNIER, de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, demandeur, savoir:

Un terrain situé dans le village de Cabano, mesurant soixante pieds (60) de largeur par cent pieds de profondeur (100), connu et désigné comme faisant partie du lot numéro onze (P.11) au cadastre fait par la de St-Louis du Ha! Ha!, borné au nord par la rue Commerciale, au sud par Émile St-Amand, à l'est par le terrain de Dame Céline St-Pierre Canuel, et à l'ouest par le terrain de Léo Bérubé, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Mathias de Cabano, le TRENTEIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E. A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 23 mai 1944. 6381-21-2-o
[Première publication, 27 mai 1944]

MONTCALM

Cour Supérieure

Province de Québec, } LA COMMISSION
District de Québec. } DES ACCIDENTS
N° 2816. } DU TRAVAIL DE

cadastre, and fronting on the verbalized ditch the said parcel of land was acquired by Emmanuel Champagne and Léon Roberge, by verbal agreement.

These two lots of land are affected by a ground rent of \$7.50 whereof \$6.00 is for the first part and \$1.50 for the second, actually due to Raoul Roberge, by conveyance registered under No. 74151. B, 91.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Clothilde de Horton, county of Arthabaska, on the EIGHTEENTH day of JULY, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, June 13, 1944. 6554-24-2
[First publication, June 17, 1944]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Chicoutimi, } MARCEL DUFOUR,
No. 10328 } merchant, domiciled at Lac des Habitants, county of Chicoutimi, plaintiff; vs JOHNNY GODIN, labourer, domiciled at Lac des Habitants, county of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

An immovable including lot number ten (10) of the West Range of the official cadastre for the county of Rouleau, bounded on the East by the East Range and on the West by Block A, Range A—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame du Rosaire (Lac des Habitants), on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of the month of JULY, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

RÉNÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, June 7th, 1944. 6545-24-2
[First publication, June 17th, 1944]

KAMOURASKA

Superior Court, } NAPOLEON BON-
District of Kamouraska, } ENFANT, of
No. 15792 } the parish of Saint-Mathias de Cabano, defendant; against ELPHEGE FOURNIER, of the parish of Saint-Mathias de Cabano, plaintiff; to wit:

A lot of land situate in the village of Cabano, measuring sixty (60) feet in width by one hundred feet in depth (100) known and designated as forming part of lot number eleven (Pt.11) of the cadastre made for St-Louis du Ha! Ha!; bounded on the North by "Commerciale" street, on the South by Émile St-Amand, on the East by the land of Dame Céline St-Pierre Canuel, and on the West by the land of Léo Bérubé—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Mathias de Cabano, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 23rd, 1944. 6381-21-2
[First publication, May 27th, 1944]

MONTCALM

Superior Court

Province of Québec, } THE QUEBEC WORK-
District of Québec. } MEN'S COMPEN-
No. 2816. } SATION COMMISSION,

QUÉBEC, Requérante; vs LUCIEN CHARBONNEAU, de Nominigüe, Défendeur.

Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent soixante-quatre (364) au plan et livre de renvoi officiels du village de Nominigüe, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Nominigüe, le VINGTIÈME jour de JUILLET mil neuf cent quarante-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GOD. LAMARCHE.
Mont-Laurier, le 13 juin 1944. 6560-24-2-o
[Première publication, 17 juin 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } THE MUTUAL LIFE
N° 225373 } ASSURANCE COM-
PANY OF CANADA, demanderesse; vs DAME
JENNIE HARRIET PELTON, veuve de feu
Joseph Hueston *et al*, défendeurs.

"Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Marcell, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, mesurant trente-quatre pieds et six pouces (34'6") de largeur, mesure anglaise, par toute la profondeur des lots ci-après mentionnés et étant composé du lot numéro trois au plan de resubdivision officiel du lot numéro soixante-trois au plan de subdivision officiel du lot numéro cent soixante-seize lettre "B" (176"B"-63-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot numéro un au plan de resubdivision officiel du lot numéro soixante-quatre au plan de subdivision officiel dudit lot originaire numéro cent soixante-seize lettre "B" (176"B"-64-1) auxdits plan et livre de renvoi officiels, avec les bâtisses dessus érigées comprenant celle qui portait auparavant les numéros civiques 674 et 676 et qui porte maintenant les Nos 4464 & 4466 de ladite avenue Marcell, dont le mur de pignon nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$850 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Casgrain en date du 16 mai 1944.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, le 23 mai 1944. 6379-21-2
[Première publication, 27 mai 1944]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } STRUL GOLDBERG,
227221 } demandeur; vs DAME
ÉLODIE PRIEUR, veuve de feu Hercule
Perrin *et al*, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs et en la possession de la dite Dame Élodie Prieur et aussi en la possession de Harry Kolber, curateur au délaissement fait par les défendeurs Abbé Julius Perrin et Armand Perrin.

"Un lot de terre situé dans le Quartier Laurier en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Waverly, connu et désigné comme étant la moitié sud du lot numéro sept cent six de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-1/2 S.706) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte St-Louis, borné en front vers le sud ouest, par la rue Waverly, en arrière, au nord est par une ruelle portant le N° 11-691, d'un

Petitioner; vs LUCIEN CHARBONNEAU, of Nominigüe, Defendant.

That lot of land known and designated as being lot number three hundred and sixty-four (364) on the official plan and in the book of reference for the Village of Nominigüe—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Village of Nominigüe, on the TWENTIETH day of JULY, nineteen hundred and forty-four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GOD. LAMARCHE,
Sheriff's office, Sheriff.
Mont-Laurier, June 13th, 1944. 6560-24-2
[First publication, June 17th, 1944]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE MUTUAL LIFE
No. 225373 } ASSURANCE COM-
PANY OF CANADA, plaintiff; vs DAME JEN-
NIE HARRIET PELTON, widow of the late
Joseph Hueston *et al*, defendants.

"That certain emplacement fronting on Marcell Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward of the City of Montreal, measuring thirty-four feet six inches (34'6") in width English measure, by the whole depth of the lots hereinafter mentioned, and being composed of lot number three upon the official resubdivision plan of lot number sixty-three upon the official subdivision plan of lot number one hundred and seventy-six letter "B" (176"B"-63-3) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal, and of lot number one upon the official resubdivision plan of lot number sixty-four upon the official subdivision plan of said original lot number one hundred and seventy-six letter "B" (176"B"-64-1) upon the said official plan and book of reference, with the buildings thereon erected including that formerly bearing civic Nos. 674 and 676 and now Nos. 4464 & 4466 of said Marcell Avenue, the northwest gable wall whereof is mitoyen with the adjoining property."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$850.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Casgrain, dated May 16th 1944.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 23rd, 1944. 6379-21-2-o
[First publication, May 27th, 1944]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } STRUL GOLDBERG,
227221 } plaintiff; vs DAME
ÉLODIE PRIEUR, widow of the late Hercule
Perrin *et al*, defendants.

As belonging to the defendants and in the possession of the said Dame Élodie Prieur and also in the possession of Harry Kolber, curator to the abandonment made by the defendants abbé Julius Perrin and Armand Perrin.

A lot of land situate in Laurier Ward of the city of Montreal, fronting on Waverly street, known and designated as being the south half of lot number seven hundred and six of the official subdivision of lot number eleven (11-S-1/2 706) on the official plan and in the book of reference of the incorporated Village of Côte St. Louis, bounded in front towards the Southwest, by Waverly street, in rear, on the Northeast by a

côté, au sud est par le lot N° 11-705, et de l'autre côté, au nord-ouest par l'autre moitié du dit lot N° 11-706, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec les maisons et dépendances dessus érigées portant les Nos civiques 2625 à 2631a de la dite rue Waverly.

Un autre lot de terre connu et désigné comme étant la moitié nord du lot de terre numéro sept cent cinq de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-½ N.705) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, borné en front par ladite rue Waverly, en arrière par une ruelle, d'un côté au Nord, par ledit lot N° 11-706, et de l'autre côté, au sud, par le résidu dudit lot N° 11-705, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses et dépendances y érigées portant les Nos 2625 à 2631a Waverley".

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUIT JUILLET prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,620 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Louis Cousineau, daté le 6 juin 1944.

Bureau du shérif,
Montréal, 13 juin 1944.
[Première publication, 17 juin 1944]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
6546-24-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DOCTEUR DAMIEN
227314 MASSON, Deman-
deur; vs J.-ARTHUR ARCHAMBAULT en sa
qualité de curateur à la Succession vacante de
feu l'honorable Paul Mercier, Défendeur.

"Un cinquième indivis d'un emplacement situé dans la Cité de Westmount ayant front sur l'avenue Grosvenor, mesurant trente-sept pieds et six pouces de largeur, par cent onze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et composé de la partie nord-ouest, du lot de subdivision soixante et dix-huit (78), du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent dix-huit (218) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant, cette partie de lot vingt-cinq pieds de largeur par cent onze pieds de profondeur, et de la partie sud-est du lot soixante et dix-sept au plan de subdivision dudit lot numéro deux cent dix-huit (218-77) mesurant, cette dernière partie de lot, douze pieds et demi de front par cent onze pieds de profondeur.

Ladite partie nord-ouest du numéro soixante et dix-huit (78) du plan officiel de subdivision dudit lot numéro 218 est bornée comme suit: en front au sud-ouest par l'Avenue Grosvenor; en arrière par partie du N° de subdivision 137 du lot originaire N° 218 aux susdits plan et livre de renvoi officiels; d'un côté au nord-ouest par le N° 77 audit plan de subdivision et de l'autre côté au sud-est par la moitié sud-est dudit lot N° 78 audit plan de subdivision.—Et ladite partie sud-est du N° 77 audit plan de subdivision est bornée comme suit; en front au sud-ouest par l'avenue Grosvenor; en arrière par partie du lot de subdivision 138 du lot originaire 218 aux susdits plan et livre de renvoi officiels; d'un côté au nord-ouest par le résidu dudit lot de subdivision 77; de l'autre côté au sud-est par le susdit lot de subdivision N° 78, avec la maison et dépendances dessus construites."

lane bearing No. 11-691, on one side, to the south-east, by lot No. 11-705, and on the other side, to the north-west, by the other half of said lot No. 11-706, measuring twenty-five feet in width by eighty-eight feet in depth, English measure and more or less; with the houses and dependencies thereon erected bearing civic Nos. 2625 to 2631a of said Waverly street.

Another lot of land known and designated as being the north half of the lot of land number seven hundred and five of the official subdivision of lot number eleven (11-N.½ 705) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Côte St. Louis, bounded in front by said Waverly street, in rear by a lane, on one side to the North, by said lot No. 11-706, and on the other side, to the South, by the residue of said lot No. 11-705, measuring twenty-five feet in width by eighty-eight feet in depth, English measure and more or less, with the buildings and dependencies thereon erected, bearing Nos. 2625 to 2631a Waverly.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,620 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated June 6th, 1944.

Sheriff's Office,
Montreal, June 13, 1944.
[First publication, June 17, 1944]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { DOCTOR DAMIEN
227314 MASSON, Plaintiff;
vs J. ARTHUR ARCHAMBAULT in his quality
of curator to the vacant estate of the late Honour-
able Paul Mercier, Defendant.

An undivided fifth of an emplacement situated in the City of Westmount, fronting on Grosvenor avenue, measuring thirty-seven feet and six inches in width, by one hundred and eleven feet in depth, English measure, more or less, and composed of the Northwest part of subdivision lot seventy-eight (78) of the lot of land known and designated under number two hundred and eighteen (218) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal, measuring the said part of lot, twenty-five feet in width by one hundred and eleven feet in depth, and of the Southeast part of lot seventy-seven on the subdivision plan of the said lot number two hundred and eighteen (218-77) measuring, this latter part of lot, twelve feet and one half in front by one hundred and eleven feet in depth.

The said Northwest part of number seventy-eight (78) of the official subdivision plan of said lot number 218 is bounded as follows: in front to the Southwest by Grosvenor Avenue; in rear by part of subdivision No. 137 of original lot No. 218 on the said official plan and book of reference; on one side to the Northwest by No. 77 of said subdivision plan and on the other side to the Southeast by the Southeast half of said lot No. 78 of said subdivision plan. And the said Southeast part of No. 77 of said subdivision plan is bounded as follows: in front to the Southwest by Grosvenor avenue; in rear by part of subdivision lot 138 of original lot 218 on the aforesaid official plan and book of reference; on one side to the Northwest by the residue of said subdivision lot No. 77; on the other side to the Southeast by the aforesaid subdivision lot No. 78—with the house and dependencies thereon erected.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUIT JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 14 juin 1944. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 17 juin 1944] 6564-24-2-o

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montréal, June 14, 1944. Sheriff.
[First publication, June 17, 1944] 6564-24-2

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } THE PENSION FUND
N° 202894 } SOCIETY OF THE
BANK OF MONTREAL, demanderesse; vs
DAME GLADYS BEAUMONT LOCKWOOD,
veuve de Benjamin Arnold Sugden et The Royal
Trust Company, en leur qualité d'exécuteurs des
dernières volontés et testament et codicille
d'iceux dudit Benjamin Arnold Sugden, défen-
deurs.

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } THE PENSION FUND
No. 202894 } SOCIETY OF THE
BANK OF MONTREAL, plaintiff; vs DAME
GLADYS BEAUMONT LOCKWOOD, widow
of the late Benjamin Arnold Sugden and The
Royal Trust Company, in their quality of ex-
ecutors of the last will and testament and codicil
thereto of the said late Benjamin Arnold Sugden,
defendants.

A

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Mansfield, en la cité de Montréal, formant partie du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatorze cent dix-neuf (Ptie 1419) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Antoine de la cité de Montréal, contenant, ladite partie, une largeur d'environ vingt-trois pieds en front et environ vingt-deux pieds et six pouces en arrière, sur une profondeur d'environ cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: En front, par la rue Mansfield, en arrière, par une ruelle, et de chaque côté, par d'autres parties dudit lot officiel, la ligne sud-est dudit emplacement, étant parallèle à la rue Burnside et distante (à son extrémité sur la rue Mansfield) de quarante-quatre pieds de la ligne nord-ouest de ladite rue Burnside.

Avec l'édifice dessus érigé portant le numéro civique deux mille dix (2010) de ladite rue Mansfield, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Avec ensemble le droit de passage en commun avec d'autres dans, et sur ladite ruelle, et avec tous autres droits se rattachant à ladite propriété.

B

Ce certain emplacement formant l'angle nord-ouest des rues Mansfield et Burnside, en la cité de Montréal étant la partie sud-est du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatorze cent dix-neuf (Ptie 1419) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Antoine de la cité de Montréal; contenant, ladite partie, quarante-quatre pieds et neuf pouces en largeur sur la rue Mansfield, et quarante-cinq pieds et sept pouces de largeur, en arrière, sur une profondeur d'environ cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins; bornée, ladite partie, au nord-est par la rue Mansfield, au sud-ouest par une ruelle au sud-est par la rue Burnside, et au nord-ouest par une autre partie dudit lot officiel appartenant aux défendeurs.

Avec l'édifice dessus érigé portant le numéro civique neuf cent soixante et un (961) de la rue Burnside. Avec ensemble le droit de passage en commun avec d'autres dans et sur ladite ruelle, et avec tous autres droits se rattachant à ladite propriété.

C

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Mansfield, en ladite cité de Montréal, formant partie du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatorze cent dix-neuf (1419) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Antoine de la cité de Montréal; contenant, ladite

A

That certain emplacement fronting on Mansfield Street, in the city of Montreal, forming part of the lot of land known and designated as number fourteen hundred and nineteen (Pt. 1419) on the official plan and in the book of reference of the St. Antoine ward of the city of Montreal, containing, said part, a width of about twenty-three feet in front and about twenty-two feet six inches in rear, by a depth of about one hundred feet, English measure and more or less, and bounded as follows: in front by Mansfield Street, in rear by a lane, and on each side by other parts of said official lot, the south-east line of the said emplacement being parallel with Burnside Street and distant (at its extremity on Mansfield Street) forty-four feet from the north-west line of said Burnside Street. With the building thereon erected bearing the civic number two thousand and ten (2010) in said Mansfield Street, whereof the north-west wall is mitoyen. Together with the right of passage in common with others in, over and upon the said lane, and with all other rights appertaining to the said property.

B

That certain emplacement forming the north-westerly corner of Mansfield street and Burnside Street in the city of Montreal, being the south-easterly part of the lot of land known and designated under the number fourteen hundred and nineteen (Pt. 1419) on the official plan and in the book of reference of the St. Antoine ward of the city of Montreal; containing, said part, forty-four feet nine inches in width on Mansfield Street and forty-five feet seven inches in width in rear, by a depth of about one hundred feet, English measure and more or less; bounded, said part, to the north-east by Mansfield Street, to the south-west by a lane, to the south-east by Burnside Street, and to the north-west by another part of the said official lot belonging to the defendants. With the building thereon erected bearing the civic number nine hundred and sixty-one (961) in Burnside Street. Together with the right of passage in common with others in, over and upon the said lane, and with all other rights appertaining to the said property.

C

That certain emplacement fronting on Mansfield Street, in the said City of Montreal, forming part of the lot of land known and designated as number fourteen hundred and nineteen (1419) on the official plan and in the book of reference of the St. Antoine ward of the city of Montreal;

partie, vingt-deux pieds et un pouce de largeur, en front, vingt-deux pieds et deux pouces, de largeur, en arrière, sur une profondeur d'environ cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en front par la rue Mansfield, en arrière par une ruelle, et de chaque côté par d'autres parties dudit lot officiel, la ligne sud-est dudit emplacement étant parallèle à la rue Burnside et distante (à son extrémité sur la rue Mansfield) d'environ soixante-six pieds et cinq pouces de la ligne nord-ouest de ladite rue Burnside. Avec l'édifice dessus érigé portant le numéro civique deux mille seize (2016) de ladite rue Mansfield, dont les murs de pignon sur les deux côtés sont mitoyens avec les propriétés adjacentes. Avec ensemble le droit de passage en commun avec d'autres dans et sur ladite ruelle et avec tous autres droits se rattachant à ladite propriété.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$6,200 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Surveyer en date du 13 novembre 1941.

Bureau du shérif,
Montréal, le 13 juin 1944.
[Première publication, 17 juin 1944]

Le shérif,
L. P. CAISSE.
6548-24-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal
Montréal, à savoir: { MONTREAL TRUST
227704 } COMPANY, Demanderesse; vs J. ARTHUR ARCHAMBAULT, en sa qualité de curateur de la succession vacante de feu Thomas Williamson, Défendeur; et W. P. HODGES, curateur au délaisement.

Premièrement: Ce bloc de terre situé dans l'ancien village de Côte St-Luc, paroisse de Montréal, maintenant la ville de Hampstead, composé des subdivisions quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante et soixante et un du lot numéro soixante-treize des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, (73-49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60 et 61).

Lesdites subdivisions quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre et cinquante-cinq (73-49, 50, 51, 52, 53, 54 et 55) ayant front sur le Chemin de la Reine Marie, ladite subdivision cinquante-six (73-56) sur lesdits chemins de la Reine Marie et Merton, ladite subdivision cinquante-sept (73-57) sur lesdits Chemins Merton et Heath et lesdites subdivisions cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante et soixante et un (73-58, 59, 60 et 61) sur ledit Chemin Heath.

Ladite subdivision quarante-neuf (73-49) contenant une superficie de six mille cent cinquante pieds, ladite subdivision cinquante (73-50) une superficie de cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf pieds, ladite subdivision cinquante et un (73-51) une superficie de cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit pieds, lesdites subdivisions cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante et soixante et un (73-52, 53, 54, 55, 58, 59, 60 et 61) chacune une superficie de six mille pieds, et lesdites subdivisions cinquante-six et cinquante-sept (73-56, 57) chacune une superficie de sept mille deux cents pieds. Toutes dimensions sont mesure anglaise et plus ou moins.

containing said part, twenty-two feet one inch in width in front, twenty-two feet two inches in width in rear, by a depth of about one hundred feet, English measure and more or less, and bounded as follows: in front by Mansfield Street, in rear by a lane, and on each side by other parts of said official lot, the south-east line of the said emplacement being parallel with Burnside Street and distant (at its extremity on Mansfield Street) about sixty-six feet five inches from the north-west line of said Burnside Street. With the building thereon erected bearing the civic number two thousand and sixteen (2016) in said Mansfield Street, whereof the gable walls on both sides are Mitoyens with the adjoining properties. Together with the right of passage in common with others in, over and upon the said lane, and with all other rights appertaining to the said property.

To be sold "en Bloc" at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$6,200.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated November 13th, 1941.

Sheriff's Office,
Montreal, June 13th, 1944.
[First publication, June 17th, 1944]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
6548-24-2-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal
Montreal, to wit: { MONTREAL TRUST
227704 } COMPANY, Plaintiff; vs J. ARTHUR ARCHAMBAULT, in his quality of Curator to the vacant estate of the late Thomas Williamson, Defendant; and W. P. HODGES, Curator to the Délaissement.

"First: That block of land situate in the former Village of Côte St. Luc, Parish of Montreal, now the Town of Hampstead, composed of subdivisions forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty and sixty-one of lot number seventy-three of the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Montreal (73-49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60 and 61).

Fronting said subdivisions forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four and fifty-five (73-49, 50, 51, 52, 53, 54 and 55) on Queen Mary Road, said subdivision fifty-six (73-56) on said Queen Mary Road and Merton Road, said subdivision number fifty-seven (73-57) on said Merton Road and Heath Road and said subdivisions fifty-eight, fifty-nine, sixty and sixty-one (73-58, 59, 60 and 61) on said Heath Road.

Containing said subdivision forty-nine (73-49) a superficial area of six thousand one hundred and fifty feet, said subdivision fifty (50) a superficial area of five thousand nine hundred and ninety-nine feet, said subdivision fifty-one (73-51) a superficial area of five thousand nine hundred and ninety-eight feet, said subdivisions fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-eight, fifty-nine, sixty and sixty-one (73-52, 53, 54, 55, 58, 59, 60 and 61) each a superficial area of six thousand feet, and said subdivisions fifty-six and fifty-seven (73-56 and 57) each a superficial area of seven thousand two hundred feet. All measurements are English measure and more or less.

Deuxièmement: Ces certains emplacements à Monklands, dans le quartier Mont-Royal de la cité de Montréal, connus sur le plan de subdivision dûment fait et enregistré du lot numéro cent cinquante aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte-des-Neiges comme étant les subdivisions numéros deux cent trente et deux cent trente et un (150-230 et 231), les deux dits emplacements ayant front sur le Chemin Circle et étant de formes irrégulières; ladite subdivision deux cent trente comprenant un front à l'ouest de cinquante-deux pieds et deux dixièmes et une largeur en arrière de soixante-neuf pieds et huit dixièmes par une profondeur de cent vingt pieds dans la ligne de côté nord-ouest et cent vingt-sept pieds et huit dixièmes dans la ligne de côté sud-est et une superficie de sept mille quatre cent quarante-neuf pieds; ladite subdivision deux cent trente et un comprenant un front à l'ouest de quarante-neuf pieds et cinq dixièmes et une largeur en arrière de soixante-neuf pieds et huit dixièmes par une profondeur de cent vingt-sept pieds et huit dixièmes dans la ligne de côté nord, cent quarante-quatre pieds et sept dixièmes dans la ligne de côté sud et une superficie de sept mille huit cent quatre-vingt-deux pieds.

La première propriété décrite sera vendue en bloc et la deuxième propriété décrite sera vendue en bloc à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Suivant jugement de l'Honorable Juge Surveyeur en date du 14 juin 1944, un dépôt de \$1,610.80 quant aux propriétés décrites en premier lieu et un dépôt de \$195 quant aux propriétés décrites en deuxième lieu, sera exigé de tout offrant et enchérisseur avant de recevoir son enchère.

Bureau du shérif, Montréal, le 14 juin 1944.
[Première publication, 17 juin 1944]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
6565-24-2

Second: Those certain emplacements at Monklands in the Mount Royal Ward of the City of Montreal, known on the subdivision plan duly made and filed of lot number one hundred and fifty of the Official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Côte des Neiges as subdivisions numbers two hundred and thirty and two hundred and thirty-one (150-230 and 231), both of said emplacements fronting on Circle Road and being of irregular figure; the said subdivision two hundred and thirty containing a frontage to the West of fifty-two and two-tenths feet and a width in rear of sixty-nine and eight-tenths feet by a depth of one hundred and twenty feet in the North-Westerly side line and one hundred and twenty-seven and eight-tenths feet in the South-Easterly side line and a superficial area of seven thousand four hundred and forty-nine feet; the said subdivision two hundred and thirty-one containing a frontage to the West of forty-nine and five-tenths feet and a width in rear of sixty-nine and eight-tenths feet by a depth of one hundred and twenty-seven and eight-tenths feet in the Northerly side line, one hundred and forty-four and seven-tenths feet in the Southerly side line and a superficial area of seven thousand eight hundred and eighty-two feet."

To be sold the firstly described property "en bloc" and the secondly described property to be sold "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Pursuant to a Judgment of the Honourable Mr. Justice Surveyeur, dated June 14th, 1944, a deposit of \$1,610.80 as to properties firstly described and a deposit of \$195.00 as to properties secondly described, shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid.

Sheriff's Office, Montreal, June 14th, 1944.
[First publication, June 17th, 1944]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
6565-24-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **LA COMPAGNIE HUBERT MOISAN**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Québec; contre **EUGÈNE GARNEAU**, de la cité de Québec, à savoir:

Le lot N° 1547 (mille cinq cent quarante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Bonaventure, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente annuelle de \$6.00 payable le 29 juin de chaque année, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, ce 31 mai 1944.
[Première publication, 3 juin 1944]
[Deuxième publication, 17 juin 1944]

Le député shérif,

JOS.-ALBERT DELÂGE.
6448-22-2-o

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC**, N° 3145/39 contre **JAMES CONNELLY, JOSEPH CONNELLY, JOHN CONNELLY, STEVEN CONNELLY**, tous de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: } **LA COMPAGNIE HUBERT MOISAN**, a body politic and corporate, having its principal place of business at Québec; against **EUGÈNE GARNEAU**, of the city of Québec, to wit:

Lot No. 1547 (one thousand five hundred and forty-seven) on the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Saint-Bonaventure street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual ground rent of \$6, payable on the 29th of June of each year, to "l'Hôtel-Dieu de Québec".

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, May 31st, 1944.
[First publication, June 3rd, 1944]
[Second publication, June 17th, 1944]

JOS. ALBERT DELÂGE,
Deputy Sheriff.
6448-22-2

Fieri Facias
Recorder's Court

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUÉBEC**, No. 3145/39 against **JAMES CONNELLY, JOSEPH CONNELLY, JOHN CONNELLY, STEVEN CONNELLY**, all of Our City of Québec, in our district of Québec, to wit:

La demie de la partie nord-est du lot N° 2351 (deux mille trois cent cinquante et un) du cadastre officiel du quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement mesurant 15 pieds de front sur la rue Champlain, par la profondeur entre la rue Champlain et le Cap, bornée au nord-est par la Veuve Harding ou représentants, au sud-ouest par Mme John Gibbin ou représentants, au sud par la rue Champlain et au nord par le Cap, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
Bureau du shérif. JOS. ALBERT DELAGE.
Québec, le 31 mai 1944. 6458-22-2

[Première publication: le 3 juin 1944]
[Deuxième publication: le 17 juin 1944]

The half of the North East Part of lot No. 2351 (two thousand three hundred and fifty-one) of the official cadastre of Champlain ward, of the City of Quebec, being an emplacement measuring 15 feet in front on Champlain street, by the depth between Champlain street and the Cape, bounded on North East by the Widow Harding or representatives, on the South West by Mrs. John Gibbin or representatives, on the South by Champlain street and on the North by Cape, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, 31st May, 1944. 6458-22-2-o

[First publication: 3rd of June 1944]
[Second publication: 17th June 1944]

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 46/1944 } contre JEAN LOUIS VACHON, employé civique, de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu Donat Pratte, en son vivant de la Cité des Trois-Rivières, à savoir:

Les subdivisions Nos 52, 53, 56, 57, 60 et 61 (cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-six, cinquante-sept, soixante et soixante-et-un) du lot N° 433 (quatre cent trente-trois) du cadastre officiel pour St-Roch nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant des lots vacants situés rue Bourdon, mesurant chacun 25 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur et contenant chacune en superficie 2,000 pieds, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Sujettes aux servitudes actives ou passives apparentes ou non apparentes.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT ET UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 15 juin 1944. 6561-24-2-o

[Première publication, 17 juin 1944]
[Deuxième publication, 30 juin 1944]

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 47/1944 } contre JEAN LOUIS VACHON, employé civique, de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu Joseph Anctil, marchand, en son vivant de la Cité de Québec, à savoir:

La subdivision N° 1 (un) du lot N° 77 (soixante-dix-sept) du cadastre officiel pour Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un lot vacant situé coin de l'Avenue des Braves et de la rue St-Cyrille, mesurant 50 pieds de front sur l'Avenue des Braves par 115 pieds de profondeur sur la rue St-Cyrille, contenant en superficie 5,750 pieds plus ou moins, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Sujette au paiement des taxes consolidées et aux servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes.

Fieri Facias
Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 46/1944 } against JEAN LOUIS VACHON, civic employee, of Our City of Quebec, in Our District of Quebec, in his quality of Curator to the Estate of the late Donat Pratte, in his lifetime of the City of Trois-Rivières to wit:

The subdivisions Nos. 52, 53, 56, 57, 60 and 61 (fifty-two fifty-three, fifty-six, fifty-seven, sixty and sixty-one) of lot No. 433 (four hundred and thirty-three) on the official cadastre for St-Roch Nord, now Jacques-Cartier ward of the City of Quebec, being vacant lots situate on Bourdon street, each measuring 25 feet in width by 80 feet in depth, and each containing an area of 2,000 feet, English measure, circumstances and dependencies.

Subject to the active or passive, apparent or unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, June 15th, 1944. 6561-24-2

[First publication, June 17th, 1944]
[Second publication, June 30th, 1944]

Fieri Facias
Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 47/1944 } against JEAN LOUIS VACHON, civic employee, of Our City of Quebec, in Our district of Quebec, in his quality of curator to the estate of the late Joseph Anctil, merchant in his lifetime of the City of Quebec, to wit:

Subdivision No. 1 (one) of lot No. 77 (seventy-seven) of the official cadastre for Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Quebec, being a vacant lot situate at the corner of Avenue des Braves and St-Cyrille street, measuring 50 feet in front on Avenue des Braves by 115 feet in depth on St. Cyrille street, containing a superficial area of 5,750 feet, more or less, English measure, circumstances and dependencies.

Subject to payment of consolidated taxes and to the active and passive, apparent or unapparent servitudes.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Québec, ce 15 juin 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 17 juin 1944] 6562-24-2-0
[Deuxième publication, 30 juin 1944]

RIMOUSKI

Fieri Facias
Cour Supérieure

District de Rimouski, } GÉRARD POIRIER;
N° 8739 } vs ÉMILE JEAN,
savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichements, d'améliorations, de préemption et autres que le défendeur Émile Jean, a et peut avoir sur le lot N° trente-neuf, au cadastre officiel du rang onze du Canton Duquesne, avec bâtisses sus construites.

Pour être vendus au Bureau d'enregistrement, à Rimouski, le DIX-HUIT JUILLET prochain, 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 13 juin 1944. CHS. D'ANJOU.
[Première publication, 17 juin 1944] 6563-24-2-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, } ROLAND DUGRÉ,
Province de Québec, } avocat résidant
District de St-François, } et pratiquant en la ci-
N° 3638. } té de Sherbrooke, dis-
trict de St-François; vs WILFRID GRONDIN
du canton de Garthby, district de St-François,
défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Le lot H, du rang 1, canton de Garthby avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Luce de Disraëli, SAMEDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Sherbrooke, 12 juin 1944. J.-P.-C. LEMIEUX.
[Première publication, 17 juin 1944] 6547-24-2-0

ROUYN-NORANDA

Cour Supérieure.—District de Rouyn-Noranda
N° 1050 } ARMAND MAILLET; vs
} PHILIPPE BERNIER.

Avis est par le présent donné, que la vente des lots 11 et 12 du Rang V, du canton Rouyn, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances seront vendus à la porte de l'église de St-Guillaume de Granada, dit district, le QUATRIÈME jour de JUILLET, 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rouyn, le 17 mai 1944. J.-H. BELLEHUMEUR.
[Première publication, le 27 mai 1944] 6396-21-2-0

Cour Supérieure.—District de Rouyn-Noranda
N° 1014 } ARMAND MAILLET; vs
} S. R. FILLION.

Avis est par le présent donné, que la vente d'un immeuble construit sur le lot 58 Rang VIII du canton Beauchastel, district de Rouyn-Noranda, sera vendu à la porte de l'église de la paroisse

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. LAPIERRE,
Quebec, June 15, 1944. Sheriff.
[First publication, June 17, 1944] 6562-24-2
[Second publication, June 30, 1944]

RIMOUSKI

Fieri Facias
Superior Court

District of Rimouski, } GÉRARD POIRIER;
No. 8739 } vs ÉMILE JEAN,
to wit:

All rights of occupancy, clearing, improvement, preemption and other rights which the defendant Émile JEAN has and may have on lot number thirty-nine of the official cadastre for Range eleven of the Township Duquesne—with buildings thereon erected.

To be sold, at the Registry Office, at Rimouski, on the EIGHTEENTH of JULY next, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, June 13, 1944. Sheriff.
[First publication, June 17, 1944] 6563-24-2

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, } ROLAND DUGRÉ,
Province of Québec, } advocate of the
District of St. Francis, } city of Sherbrooke, dis-
No. 3638. } trict of St. Francis; vs
WILFRID GRONDIN of the Township Garth-
by, district of St. Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

"The lot H, in the range one of the Township of Garthby, with the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Ste Luce de Disraëli, SATURDAY, the TWENTY-SECOND day of JULY next, at TEN of the clock in the fore noon.

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke, this 12th of June 1944. 6547-24-2-0
[First publication, June 17th, 1944]

ROUYN-NORANDA

Superior Court.—District of Rouyn-Noranda
No. 1050 } ARMAND MAILLET; vs
} PHILIPPE BERNIER.

Notice is hereby given that the sale of lots 11 and 12, Range V, of Rouyn Township, district of Rouyn-Noranda, with buildings thereon erected circumstances and dependencies will be sold at the church door of the Parish of St-Guillaume de Granada, said district, on the FOURTH day of JULY 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. H. BELLEHUMEUR,
Rouyn, May 17th, 1944. Sheriff.
[First publication, May 27th, 1944] 6396-21-2-0

Superior Court.—District of Rouyn-Noranda
Bo. 1014 } ARMAND MAILLET; vs
} S. R. FILLION.

Notice is hereby given that the sale of a building erected on lot 58, Range VIII, of the Township of Beauchastel, District of Rouyn-Noranda, will be sold at the church door of the

de St-Bernard de Beauchastel, dit district, le TROISIÈME jour de JUILLET 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-H. BELLEHUMEUR.
Rouyn, le 17 mai 1944. 6397-21-2-o
(Première publication, le 27 mai 1944)

Parish of St-Bernard de Beauchastel, said district, on the THIRD day of JULY 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. H. BELLEHUMEUR, Sheriff.
Rouyn, May 17th, 1944. 6397-21-2-o
[First publication, May 24th, 1944]

Département du Travail

AVIS

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat catholique des maîtres-barbiers et coiffeurs de Québec, inc.,

ET, D'AUTRE PART:

L'Union catholique des compagnons barbiers de Québec, inc.,
pour les employeurs et les salariés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—*Définitions*:—Pour les fins du décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—Le mot "barbier" désigne toute personne qui fait l'une ou l'autre des opérations suivantes:

- i. coupe ou taille la barbe;
- ii. tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux;
- iii. nettoie la tête par la méthode du shampooing;

- iv. donne des massages de toutes sortes;
- v. donne des manucures, s'occupe du soin des mains et des ongles;
- vi. donne des traitements au visage;
- vii. donne des traitements à la chevelure et au cuir chevelu.

b.—Le mot "coiffeur" désigne toute personne, du sexe masculin ou féminin, qui fait l'une ou l'autre des opérations suivantes:

- i. pour donner une "ondulation de cheveux", arrange, tresse, frise, ondule et coiffe les cheveux;
- ii. pour donner une "ondulation permanente", après une ondulation à l'eau, s'il y a lieu, donne aux cheveux une ondulation qui dure, faite au moyen de manipulation, d'appareils électriques ou autres, ou à l'aide de crèmes, cosmétiques, poudres, lotions, toniques, antiseptiques, etc.;
- iii. teint les cheveux, les cils et les sourcils;
- iv. coupe et amincit les cheveux;
- v. donne des massages de toutes sortes;
- vi. donne des manucures, s'occupe du soin des mains et des ongles;
- vii. fait des épilations et pose des postiches;
- viii. traite la chevelure et le cuir chevelu;
- ix. donne des traitements au visage et au cou.

c.—Le mot "employeur" désigne toute personne, société, firme ou corporation qui opère un salon de barbier, de coiffure ou de beauté et qui retient, pour l'exécution des opérations relevant de ces métiers, les services d'au moins un employé-barbier ou un employé-coiffeur. Lors-

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the contracting parties hereinafter mentioned have presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat catholique des maîtres-barbiers et coiffeurs de Québec, inc.",

AND, ON THE OTHER PART:

"L'Union catholique des compagnons barbiers de Québec, inc.",
for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I.—*Definitions*:—For the purposes of the decree, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a.—The word "barber" means any person performing either of the following services:

- i. shaving or trimming of beards;
- ii. cutting, trimming, dressing, refreshing and singeing of the hair;
- iii. hair-wash—shampoo;

- iv. all kinds of massages;
- v. manicures, care of the hands and fingernails;
- vi. face treatments;
- vii. hair and scalp treatments.

b.—The word "hairdresser" means any person, male or female, performing either of the following services:

- i. hair-wave, which comprises the forming into tresses, the curling, waving and dressing of the hair;
- ii. permanent wave, occasionally accompanied by a water wave, which comprises the manipulation of the hair, the use of electrical apparatus or other devices, of creams, cosmetics, powders, lotions, tonics, antiseptics, etc. and is meant to give the hair a lasting wave;
- iii. dyeing of the hair, eyelashes and eyebrows;
- iv. cutting and thinning of the hair;
- v. all kinds of massages;
- vi. manicures, care of the hands and fingernails;
- vii. depilations and false hair setting;
- viii. hair and scalp treatments;
- ix. face and neck treatments.

c.—The word "employer" means any person, partnership, firm or corporation operating a barber shop, a hairdressing or beauty parlor and who hires, for the rendering of the services pertaining to the trades hereby governed, at least one employee—barber or hairdresser. When

que l'employeur exerce lui-même le métier, il est sujet aux dispositions du décret et doit être considéré pour toutes fins du décret comme un employé régulier.

d.—Le mot "artisan" désigne toute personne exerçant le métier de barbier ou de coiffeur pour son bénéfice personnel.

e.—Le mot "compagnon" désigne toute personne munie de la carte de compétence lui reconnaissant les qualifications voulues pour exercer les métiers de barbier et de coiffeur.

f.—Les mots "employé régulier" désignent tout compagnon embauché d'une façon permanente par un employeur pour exercer les métiers de barbier et de coiffeur dans l'établissement de ce dernier.

g.—Les mots "employé remplaçant" désignent tout compagnon embauché pour remplacer un employeur, un artisan ou un employé régulier.

h.—Les mots "employé temporaire ou surnuméraire" désignent tout compagnon embauché d'une manière irrégulière pour exercer les métiers de barbier ou de coiffeur.

i.—Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier ou celui de coiffeur tels que définis dans le présent article et suivant les dispositions de l'article X.

j.—Les mots "salon de barbier", "salon de coiffure ou de beauté" désignent tout endroit où sont exercés, en entier ou en partie, les métiers de barbier ou de coiffeur.

II.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale du décret sera divisée en deux zones, comme suit:

Zone I:

a.—La cité de Québec et les municipalités de Sillery, Ste-Foy, Petite-Rivière, Charlesbourg-Village, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest, Québec-Ouest et Giffard;

b.—La cité de Thetford-Mines et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites;

c.—Les villes de Bienville, Lauzon, la cité de Lévis, les paroisses de St-Joseph de la Pointe de Lévis et de St-Romuald d'Etchemin, et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles des limites de ces endroits ci-haut mentionnés.

Zone II:

a.—Beaupré, St-Joachim, Ste-Anne de Beaupré, la paroisse et le village, Château-Richer, l'Ange-Gardien, St-Jean de Boischatel, Courville, Montmorency-Village, la paroisse de Beauport, Beauport-Ville, Beauport-Est, Beauport-Ouest, Loretteville et Charny;

b.—La ville de Montmagny et le territoire compris dans un rayon de quatre (4) milles de ses limites.

III.—*Jurisdiction professionnelle*:—Le décret s'appliquera à toute personne, société, firme ou corporation qui exécute une ou plusieurs des opérations qui sont définies à l'article I.

IV.—*Taux de salaires*:—a.—*Employés réguliers*:—i.—*Barbiers*:

Zone I: Le salaire minimum d'un employé régulier est de \$20.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail dépassant \$29.00.

Zone II: Le salaire minimum d'un employé régulier est de \$14.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail dépassant \$23.00.

Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents, un employé-barbier recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum établi dans la zone à laquelle il appartient a droit

the employer himself practises the trade, he is subject to the provisions of the decree and shall be considered, for all purposes of the decree, as a regular employee.

d.—The word "artisan" means anyone carrying on the barber or hairdresser trade for his own benefit.

e.—The word "journeyman" means any person holding the certificate of competency which proves that he has the competency required to carry on the barber and hairdresser trades.

f.—The words "regular employee" mean any journeyman hired permanently by an employer to carry on the barber and hairdresser trades in the latter's establishment.

g.—The word "substitute" means any journeyman hired to replace an employer, an artisan or a regular employee.

h.—The words "occasional hand" mean any journeyman hired irregularly to carry on the barber or hairdresser trades.

i.—The word "apprentice" means any person learning the barber or hairdresser trade, as defined in the present section, and according to the provisions of section X.

j.—The words "barber shop", "hairdressing or beauty parlor" mean any place where the barber or hairdresser trades are carried on, in whole or part.

II.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of the decree shall be divided in two zones, as follows:

Zone I:

a.—The City of Quebec and the municipalities of Sillery, Ste-Foy, Petite-Rivière, Charlesbourg-Village, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest, Québec-Ouest and Giffard;

b.—The City of Thetford-Mines and that territory included in a radius of ten (10) miles from its limits;

c.—The towns of Bienville, Lauzon, the City of Lévis, the parishes of St-Joseph de la Pointe de Lévis and of St-Romuald d'Etchemin, and that territory comprised in a radius of five (5) miles from the limits of localities above mentioned.

Zone II:

a.—Beaupré, St-Joachim, Ste-Anne de Beaupré—parish and village, Château-Richer, Ange-Gardien, St-Jean de Boischatel, Courville, Montmorency-Village, the parish of Beauport, Beauport-Ville, Beauport-Est, Beauport-Ouest, Loretteville and Charny;

b.—The town of Montmagny and that territory comprised in a radius of four (4) miles from its limits.

III.—*Professional jurisdiction*:—The decree shall apply to any person, partnership, firm or corporation performing one or more of the services defined in section I.

IV.—*Wage rates*:—a.—*Regular employees*:—i.—*Barbers*:

Zone I: The minimum wages of a regular employee shall be \$20.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$29.00.

Zone II: The minimum wages of a regular employee shall be \$14.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$23.00.

Notwithstanding the provisions of the foregoing two paragraphs, a barber employee receiving weekly wages higher than the minimum established for his zone shall be entitled to the

à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de \$9.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

ii.—*Coiffeurs:*

Zone I: Le salaire minimum d'un employé régulier (homme) est de \$20.00 par semaine, plus 20% des recettes de son travail dépassant \$30.00.

Zone II: Le salaire minimum d'un employé régulier (homme) est de \$14.00 par semaine, plus 20% des recettes de son travail dépassant \$24.00.

Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents, un employé-coiffeur recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum établi dans la zone à laquelle il appartient a droit à la commission calculée sur les recettes de son travail excédant de plus de \$10.00 le salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

iii.—*Coiffeuses:*

Zone I: Le salaire minimum d'une employée régulière est de \$12.00 par semaine, plus 10% des recettes de son travail dépassant \$20.00.

Zone II: Le salaire minimum d'une employée régulière est de \$8.00 par semaine, plus 10% des recettes de son travail dépassant \$12.00 par semaine.

Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents, une employée-coiffeuse recevant un salaire hebdomadaire supérieur au minimum établi dans la zone à laquelle elle appartient a droit à la commission de 10% des recettes de son travail dépassant le double du salaire hebdomadaire qu'elle reçoit.

b.—*Employé remplaçant:*—L'employé remplaçant est payé au taux du salaire régulier et au pro-rata du nombre d'heures de travail.

c.—*Employé surnuméraire:*—i.—Le barbier ou le coiffeur a droit à un salaire quotidien de \$3.50 dans la zone I, de \$2.50 dans la zone II et, de plus, à une commission de 60%, pour le barbier, et de 20%, pour le coiffeur, sur tout montant de recettes brutes de leur travail dépassant le double du salaire gagné.

ii. La coiffeuse, dans les deux zones, a droit à un salaire de \$0.30 l'heure et à une commission de 10% sur tout montant des recettes brutes de son travail dépassant le double du salaire gagné.

d.—Au moins trois heures de salaire doivent être payées pour chaque appel et, si une employée surnuméraire est obligée d'attendre dans l'établissement, elle doit être payée pour le temps d'attente.

e.—Tout employé travaillant durant des heures supplémentaires, par rapport aux heures de travail stipulées dans le décret, a droit à un salaire égal au taux du salaire régulier et au nombre d'heures supplémentaires de travail fourni. Les recettes du travail supplémentaire sont elles-mêmes sujettes à la commission.

f.—Si, du consentement mutuel de l'employeur et de l'employé-barbier régulier, le congé hebdomadaire est supprimé, l'employé reçoit \$0.50 l'heure pour ce travail supplémentaire. Toutefois, les recettes enregistrées par l'employé pendant cette période peuvent être déduites des recettes totales de son travail de la semaine lui donnant droit à la commission.

g.—Les salariés doivent recevoir leur salaire complet les semaines comportant une fête chômée.

h.—Le salaire et la commission doivent être payés, chaque semaine, en monnaie légale.

i.—Le pourboire est la propriété exclusive de l'employé.

V.—*Durée du travail:*—a.—*Salons de barbier:*—La durée hebdomadaire de travail est la suivante pour toutes les catégories d'employés:

commission computed on the receipts of his work exceeding by more than \$9.00 the weekly wages which he receives.

ii.—*Hairdressers (male):*

Zone I: The minimum wages of a regular employee shall be \$20.00 per week plus 20% of the receipts of his work exceeding \$30.00.

Zone II: The minimum wages of a regular employee shall be \$14.00 per week plus 20% of the receipts of his work exceeding \$24.00.

Notwithstanding the provisions of the foregoing two paragraphs, a hairdresser employee receiving weekly wages higher than the minimum established for his zone shall be entitled to the commission computed on the receipts of his work exceeding by more than \$10.00 the weekly wages which he receives.

iii. *Hairdressers (female):*

Zone I: The minimum wages of a regular employee shall be \$12.00 per week plus 10% of the receipts of her work exceeding \$20.00.

Zone II: The minimum wages of a regular employee shall be \$8.00 per week plus 10% of the receipts of her work exceeding \$12.00 per week.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraphs, a female hairdresser employee receiving weekly wages higher than the minimum established in her zone shall be entitled to the 10% commission on the receipts of her work exceeding double the amount of the weekly wages which he receives.

b.—*Substitute:*—The substitute shall receive the regular rate of pay for the number of hours worked.

c.—*Occasional hand:*—i. The barber or the hairdresser shall be entitled to a daily wage of \$3.50 in zone I, of \$2.50 in zone II and, also, to a commission of 60%, for the barber, and 20%, for the hairdresser, on any amount of the gross receipts of their work exceeding double the amount of the wages earned.

ii. The female hairdresser, in both zones, shall be entitled to an hourly wage rate of \$0.30 per hour plus a 10% commission on any amount of the gross receipts of her work exceeding double the amount of the wages earned.

d.—A minimum of three hours' pay shall be given for each call and, in the case of an occasional hand (female) having to wait in the establishment, she shall be paid for the period she has waited.

e.—Every employee doing overtime work, with regard to the working hours mentioned in the decree, is entitled to a remuneration equal to the regular rate of pay and to the number of overtime hours worked. The receipts of overtime work are also subject to the commission.

f.—When, upon mutual consent of the employer and the regular barber employee, the weekly holiday has been cancelled, the employee shall receive \$0.50 per hour for such overtime work. However, the receipts made by the employee during that period may be deducted from the total receipts of his week work entitling him to the commission.

g. Wages of the employees shall not be reduced on weeks in which a holiday falls.

h.—Both the wages and the commission shall be paid every week, in current money.

i. The tip shall belong exclusively to the employee.

V.—*Duration of labour:*—a.—*Barber shops:*—The weekly duration of labour shall be the following for all categories of employees:

Zone I: Cinquante-quatre heures et demie (54½), réparties entre les heures d'ouverture et de fermeture des salons;

Zone II: Soixante (60) heures réparties entre les heures d'ouverture et de fermeture des salons.

b.—Salons de coiffure ou de beauté:—

Zones I et II: *i.* La durée hebdomadaire de travail pour toutes les catégories d'employés est de quarante-huit (48) heures par semaine, réparties entre les heures d'ouverture et de fermeture des salons.

ii. Les heures en plus de quarante-huit (48) sont considérées comme des heures supplémentaires mais le nombre d'heures de travail ne doit jamais dépasser cinquante-cinq (55).

c.—Tout travail exécuté en plus de la semaine normale de travail doit être rémunéré suivant les dispositions du paragraphe "e" de l'article IV.

d.—Les heures de travail doivent être réparties suivant l'heure légale dans chacune des municipalités tombant sous la juridiction du décret, c'est-à-dire que dans les municipalités où le conseil municipal a décrété l'avance de l'heure pour une certaine période de l'année, voire pour toute l'année, l'heure ainsi avancée devient l'heure légale pour l'application du décret.

e.—La veille des jours chômés, tels que déterminés dans l'article VI, quand ces jours chômés ne tombent pas un lundi, le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 p.m. dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté; ces heures de travail additionnelles ne constituent pas des heures de travail supplémentaires.

f.—Après l'heure de fermeture, dans les salons de barbier, on peut exécuter le travail demandé par les clients entrés avant l'heure susdite; dans les salons de coiffures ou de beauté, on finit seulement le travail commencé avant l'heure susdite. La durée de ce travail, dans les salons de coiffure et de beauté, ne peut dépasser une heure laquelle ne peut être considérée comme heure de travail supplémentaire.

VI.—*Congés et jours chômés:—a.*—Tout employé, dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté, a droit à six (6) jours de vacance payés s'il a travaillé durant une année complète pour un employeur, sans interruption non motivée par des raisons valables.

b.—Ces vacances sont accordées pour et pendant l'année qui suit.

c.—Dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté ayant trois (3) employés et plus, cette vacance est de six (6) jours consécutifs.

Cependant, dans les salons de barbier d'un ou de deux (2) employés, cette vacance se prend en deux (2) semaines différentes, soit les trois (3) premiers jours de la semaine. Pour les trois (3) derniers jours de travail de cette demi-semaine de congé, l'employé est payé selon les conditions de travail d'un employé surnuméraire déterminées à l'article IV, paragraphe "c"; durant ces deux demi-semaines de vacances, l'employé n'a pas droit au congé stipulé au paragraphe suivant:

d.—Tout employé de salon de barbier a droit à quatre (4) heures consécutives de congé par semaine excepté durant les semaines où, dans une boutique, un compagnon est en vacances. De ces quatre (4) heures sont soustraites, cependant, les absences sans raison et les retards de l'employé au travail.

e.—Le temps de ces congés est choisi par l'employeur. Toutefois, pour les six ou trois jours de vacances mentionnés plus haut, l'employé doit en être avisé sept (7) jours à l'avance.

Zone I: Fifty-four hours and one half (54½), distributed between the opening and closing hours of the shops;

Zone II: Sixty (60) hours distributed between the opening and closing hours of the shops.

b.—Hairdressing or beauty parlors:—

Zones I and II: *i.* For all employees, the weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours per week, distributed between the opening and closing hours of the parlors.

ii. Time worked in excess of forty-eight (48) hours shall be considered as overtime but the number of overtime hours shall never exceed fifty-five (55).

c.—Work performed outside the normal work week shall be paid according to the provisions of subsection "e" of section IV.

d.—Working hours shall be distributed in conformity with the legal time in each one of the municipalities under the jurisdiction of the decree, meaning that in municipalities where the municipal council has adopted the daylight-saving time for a certain period of the year, or for the whole year, the time adopted becomes the legal time for the enforcement of the decree.

e.—On holiday eves, as determined in section VI, when such holidays do not fall on a Monday, work may cease at 9.00 p.m. in barber shops and hairdressing or beauty parlors; these additional hours shall not be considered as overtime hours.

f.—It is permissible to render, after closing time, in barber shops, any service which may be requested by the customers entered before that time. In hairdressing or beauty parlors, however, only the work in progress at closing time may be finished, and the duration of such work shall not exceed one hour which may not be considered as overtime.

VI.—*Holidays and days off:—a.*—In barber shops and hairdressing or beauty parlors, every employee, with a complete year of service for an employer, not interrupted without cause, shall be entitled to a vacation of six (6) days, with pay.

b.—This vacation shall be given for and during the year following.

c.—The six (6) days above mentioned shall be taken consecutively in barber shops and hairdressing or beauty parlors of three employees or more.

In barber shops with one or two (2) employees the vacation shall be taken on the first three (3) days of two separate weeks. For the last three (3) days of the week in which a three-day vacation falls, the employee shall be paid according to the working conditions of an occasional hand stipulated in section IV, subsection "c"; during such weeks, the employee shall not be entitled to the hours off stipulated in the following subsection.

d.—Except when one journeyman in the shop is on vacation, every barber shop employee is entitled to four (4) consecutive hours off, each week. However, any lateness and any absence without cause shall be subtracted therefrom.

e.—The time of such hours shall be chosen by the employer. However, in the case of the vacations of six or three days above mentioned, the employee shall be notified seven (7) days in advance.

f.—Le salaire, dans toute la juridiction territoriale, pour les vacances de six ou trois jours d'un employé barbier ou coiffeur, doit être fixé selon le salaire de base.

g.—Les jours chômés, dans tous les établissements régis par le présent décret, sont les suivants: Les dimanches, le Jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, la St-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

h.—Le congé hebdomadaire des employés, barbiers ou coiffeurs, n'est pas obligatoire les semaines comportant un jour chômé.

VII.—Durée des heures de travail:—

a.—Salons de barbier:—Zone I:—Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: entre 8.00 a.m. et 6.30 p.m.; les samedi et veilles de fêtes chômées: entre 8.00 a.m. et 9.00 p.m., soit un total de soixante-cinq heures et demie (65½).

Zone II:—Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: entre 8.00 a.m. et 7.00 p.m.; le vendredi: entre 8.00 a.m. et 9.00 p.m.; les samedi et veilles de fêtes chômées: entre 8.00 a.m. et 10.00 p.m., soit un total de soixante et onze heures (71).

b.—Salons de coiffure ou de beauté:—Zones I et II:—Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: entre 9.00 a.m. et 6.30 p.m.; les vendredi: entre 9.00 a.m. et 9.00 p.m., soit un total de cinquante-neuf heures et demie (59½).

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, durant les mois de mai et juin, le travail peut se continuer, le mercredi soir, jusqu'à 9.00 p.m.

c.—La veille des jours chômés, tels que déterminés à l'article VI, et quand ces jours ne tombent pas un lundi, les salons de barbier, de coiffure et de beauté peuvent être ouverts jusqu'à 9.00 p.m.

d.—Après l'heure de fermeture, les salons doivent être fermés de façon qu'aucun client ne puisse y pénétrer. (Voir l'article V-f).

Clause conditionnelle:—Nonobstant les dispositions du présent article, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté ne doit, en aucun cas, constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), et des décrets faits sous son autorité.

VIII.—Repas, Logement, Pension et Renvoi ou Départ:—a.—Une heure doit être accordée, chaque jour, aux employés pour le repas du midi et une heure pour le repas du soir quand le travail se termine à 8.00 p.m., ou après cette heure.

b.—Si un employeur loge un ou plusieurs de ses employés, il ne peut exiger de chacun d'eux plus de \$3.00 par semaine pour une chambre.

c.—Si un employeur nourrit un ou plusieurs de ses employés, il ne peut exiger plus de \$6.00 de chacun d'eux, par semaine, et \$0.35 par repas si tous les repas ne sont pas pris chez l'employeur.

d.—Tout employé a droit à un préavis de sept (7) jours quand l'employeur veut le congédier. Un tel avis doit également être donné par l'employé lorsque ce dernier désire quitter le service de l'employeur.

IX.—Prix minima des services:—Toute personne exécutant les opérations ci-dessous mentionnées, dans un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, doit charger au client les prix minima suivants:

f.—Basic wage rates shall be paid, throughout the territorial jurisdiction, for the vacations of six or three days of an employee—barber or hairdresser.

g.—In every establishment hereby governed, holidays shall be as follows: Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day, Christmas Day, St-Jean Baptiste Day and Labour Day.

h.—It is permissible not to give or take the weekly hours off on weeks in which a holiday falls.

VII.—Duration of working hours:—

a.—Barber shops:—Zone I:—On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: between 8.00 a.m. and 6.30 p.m.; on Saturday and holiday eves: between 8.00 a.m. and 9.00 p.m., making a total of sixty-five hours and one half (65½).

Zone II:—On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: between 8.00 a.m. and 7.00 p.m.; on Friday: between 8.00 a.m. and 9.00 p.m.; on Saturday and holiday eves: between 8.00 a.m. and 10.00 p.m., making a total of seventy-one (71) hours.

b.—Hairdressing or beauty parlors:—Zones I and II:—On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: between 9.00 a.m. and 6.30 p.m.; on Friday: between 9.00 a.m. and 9.00 p.m., making a total of fifty-nine hours and one half (59½).

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, work may cease at 9.00 p.m. during the months of May and June.

c.—On holiday eves, as determined in section VI, and when such holidays do not fall on Monday, work may cease at 9.00 p.m. only. This applies to all establishments hereby governed.

d.—After closing time, all shops and parlors shall be closed and no one shall have admittance thereto. (See section V-f).

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present section, the duration of working hours in barber shops, hairdressing or beauty parlors shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175) and of the decrees under its authority.

VIII.—Meals, Lodging, Board and Discharge or Quitting:—a.—Employees will be given one hour, each day, for the noon meal and one hour for the evening meal when work ceases at 8.00 or later.

b.—A maximum of \$3.00 per week, per room, shall be charged by an employer lodging one or more of his employees.

c.—In the case of an employer boarding one or more of his employees, he may ask a maximum of \$6.00 per week, per person, and of \$0.35 per meal when some meals only are taken at the employer's.

d.—A week's notice shall be given either by the employer or by the employee when one of them wishes to end the employment.

IX.—Minimum prices of services:—Any one rendering the services hereunder mentioned, in a barber shop or a hairdressing or beauty parlor, shall charge to the customers the following minimum prices:

Zone I:

Coupe de cheveux, hommes et femmes:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	\$ 0.40
Les samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.50
Coupe de la barbe.....	0.25
Taille de la barbe.....	0.25
Rasage du cou.....	0.10
Flambage des cheveux.....	0.25
Shampooing.....	0.35
Shampooing pour dames.....	0.50
Massage.....	0.35
Massage pour dames.....	0.50
Tonique.....	0.25
Lotion.....	0.25
Aiguillage de rasoir.....	0.35
Aiguillage de ciseaux.....	0.20
Tonsure.....	0.10
Manucure.....	0.50
Traitement à l'huile du cuir chevelu.....	1.00
Teinture des cheveux.....	4.00
Ondulation permanente.....	3.00
Ondulation Komol.....	0.75
Ondulation au papier.....	0.75
Ondulation à l'eau.....	0.75
Ondulation Marcel.....	0.50
Retouche Marcel.....	0.35
Épilation.....	0.35

Zone II:

Coupe de cheveux pour adultes—hommes et femmes:	
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.25
Les samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.35
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 15 ans:	
Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.25
Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.35
Coupe de la barbe.....	0.15
Taille de la barbe.....	0.20
Rasage du cou.....	0.05
Flambage des cheveux.....	0.25
Shampooing.....	0.35
Massage ordinaire.....	0.35
Tonique.....	0.20
Lotion.....	0.20
Aiguillage de rasoir.....	0.25
Aiguillage de ciseaux.....	0.15
Tonsure.....	0.10
Manucure.....	0.50
Traitement à l'huile du cuir chevelu.....	0.75
Teinture des cheveux.....	3.00
Ondulation permanente.....	1.50
Ondulation Komol.....	0.50
Ondulation au papier.....	0.75
Ondulation à l'eau ou Marcel.....	0.50
Épilation.....	0.35

Travail à domicile:—Les prix à charger doivent être doublés dans le cas de tout travail à domicile exécuté par les barbiers, coiffeurs et manucures, à l'exception des prix pour la coupe des cheveux ou de la barbe qui sont les suivants:

Zone I:

Cheveux.....	\$ 0.75
Barbe.....	0.75
Cheveux et barbe (même appel).....	1.25

Zone II:

Cheveux.....	0.50
Barbe.....	0.50
Cheveux et barbe (même appel).....	0.75

Les prix minima mentionnés dans cet article doivent être payés au comptant et en monnaie légale.

Zone I:

Haircut—men and women:	
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	\$ 0.40
On Saturday and holiday eves.....	0.50
Shave.....	0.25
Beard trimming.....	0.25
Neck shave.....	0.10
Hair singeing.....	0.25
Shampoo.....	0.35
Shampoo—women.....	0.50
Massage.....	0.35
Massage—women.....	0.50
Tonic.....	0.25
Lotion.....	0.25
Razor sharpening.....	0.35
Scissors sharpening.....	0.20
Tonsure.....	0.10
Manicure.....	0.50
Scalp oil treatment.....	1.00
Dyeing of the hair.....	4.00
Permanent wave.....	3.00
Komol wave.....	0.75
Paper wave.....	0.75
Water wave.....	0.75
Marcel wave.....	0.50
Marcel wave trimming.....	0.35
Depilation.....	0.35

Zone II:

Haircut (adults — male and female):	
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	0.25
On Saturday and holiday eves.....	0.35
Haircut (children under 15 years of age):	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.25
On Friday, Saturday and holiday eves.....	0.35
Shave.....	0.15
Beard trimming.....	0.20
Neck shave.....	0.05
Hair singeing.....	0.25
Shampoo.....	0.35
Ordinary massage.....	0.35
Tonic.....	0.20
Lotion.....	0.20
Razor sharpening.....	0.25
Scissors sharpening.....	0.15
Tonsure.....	0.10
Manicure.....	0.50
Scalp oil treatment.....	0.75
Dyeing of the hair.....	3.00
Permanent wave.....	1.50
Komol wave.....	0.50
Paper wave.....	0.75
Marcel or water wave.....	0.50
Depilation.....	0.35

Home work:—The above prices shall be doubled in the case of any home work performed by barbers, hairdressers and manicures, except those for haircuts and shaves which shall be as follows:

Zone I:

Haircut.....	\$ 0.75
Shave.....	0.75
Haircut and shave (same call).....	1.25

Zone II:

Haircut.....	0.50
Shave.....	0.50
Haircut and shave (same call).....	0.75

All services mentioned in this section shall be paid for in current ready money.

X. — Apprentissage: — a. — L'apprentissage relève du comité paritaire chargé de la mise à exécution du décret. Ce comité doit cependant s'en tenir aux règles générales suivantes:

i. L'apprenti, pour commencer son apprentissage, doit avoir 16 ans révolus et avoir terminé sa sixième année du cours primaire.

ii. L'apprenti doit d'abord s'enregistrer au comité paritaire qui lui remet un livret d'apprentissage dans lequel, chaque mois, est indiqué le temps d'apprentissage fait et une formule de contrat d'apprentissage.

iii. L'apprenti passe ensuite un contrat d'apprentissage avec un employeur ou un artisan qui devient son patron.

Si l'apprenti est mineur, le contrat doit se passer entre les parents ou le tuteur de ce dernier et le patron intéressé. Une copie du contrat doit être déposée au comité paritaire.

iv. L'apprentissage ne peut se faire que dans les salons de barbier, de coiffure ou de beauté reconnus et qui ont obtenu une permission écrite du comité paritaire à cet effet.

v. Le patron s'engage, par le contrat, à garder l'apprenti durant tout le temps de son apprentissage et à lui donner l'enseignement théorique et pratique du métier.

vi. L'apprenti, durant tout le temps de son apprentissage, ne peut quitter le patron avec lequel il est lié par un contrat et nul autre patron n'a le droit de l'engager si ce n'est dans le cas prévu à l'alinéa "viii".

vii. Advenant des difficultés entre les deux parties contractantes, le comité paritaire fait enquête et dispose de façon à assurer à l'apprenti la poursuite de son apprentissage.

viii. Si, comme résultat des difficultés ci-haut prévues, un apprenti est employé par un autre employeur, celui-ci devient lié par le contrat d'apprentissage signé par le premier employeur.

ix. La durée de l'apprentissage dans le métier de barbier est de trois (3) ans, et dans le métier de coiffeur, deux (2) ans. A l'expiration de ces périodes, le candidat doit alors, pour être considéré comme compagnon, passer avec succès un examen devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire. Lorsque les résultats de cet examen ne sont pas satisfaisants, l'apprenti doit continuer son apprentissage pendant un certain temps afin d'acquérir les connaissances nécessaires.

x. La durée de l'apprentissage pour l'une ou l'autre des opérations secondaires relevant du métier de barbier ou de coiffeur, par exemple manucure, est de six (6) mois. A l'expiration de cette période, s'il passe l'examen avec succès, le candidat est considéré comme ouvrier qualifié.

xi. Durant son apprentissage, l'apprenti doit suivre des cours techniques et des cours d'hygiène à l'école des barbiers et coiffeurs qui doit être établie à cette fin.

xii. La durée de ces cours est d'une année, à raison d'une leçon de deux (2) heures par semaine, en moyenne.

xiii. Ces cours sont donnés pendant les heures de travail sans que le salaire en soit diminué.

xiv. L'apprenti doit avoir assisté à 70% des cours donnés pour que son stage à l'école compte et qu'il ait le droit de se présenter à l'examen.

X.—Apprenticeship:—a.—The apprenticeship shall be supervised by the Parity Committee entrusted with the administration of the decree. However, the committee shall abide by the following rules:

i. To be admitted as an apprentice, one shall be at least 16 years old and shall have completed the sixth year of the primary course.

ii. First, the apprentice shall register with the Parity Committee and he shall receive an apprenticeship booklet in which, each month, the actual apprenticeship period shall be inscribed; it shall also contain a form of apprenticeship contract.

iii. Then, the apprentice enters into an apprenticeship contract with an employer or an artisan who becomes his employer.

In the case of the apprentice being a minor, the contract shall be entered into by his parents or his tutor and the employer concerned. A copy of such contract shall be sent to the Parity Committee.

iv. The apprenticeship shall be made only in barber shops and hairdressing or beauty parlors holding a written permit to that effect from the Parity Committee.

v. By the contract, the employer agrees to keep the apprentice in his employ for the entire duration of the latter's apprenticeship, and to give him a theoretical and practical knowledge of the trade.

vi. For the entire duration of his apprenticeship, the apprentice shall not leave the employer with which he has entered into a contract, and no other employer shall have the right to hire him except in the case referred to in paragraph "viii".

vii. In the event of conflicts between the contracting parties, the Parity Committee shall investigate and see to it that the apprentice may continue his apprenticeship.

viii. When the apprentice is employed by another employer, as a result of the conflicts hereabove referred to, the second employer must abide by the provisions of the apprenticeship contract signed by the first employer.

ix. The duration of the apprenticeship in the barber trade shall be three (3) years; in the hairdresser trade, it shall consist of two (2) years. To become a journeyman, the candidate shall, at the end of such periods, undergo a successful examination before the Board of Examiners of the Parity Committee. When the said examination is deemed to be unsatisfactory, the apprentice shall resume his apprenticeship for a certain period in order to acquire the required competency.

x. The duration of the apprenticeship for any one of the secondary services pertaining to the barber or hairdresser trade, that of the manicure, for instance, shall consist of six (6) months. At the expiration of that period and after the successful undergoing of the examination, the candidate shall be considered as a qualified worker.

xi. During his apprenticeship, the apprentice shall follow technical and hygiene courses at the barbers' and hairdressers' school to be established for that purpose.

xii. These courses shall last one year and be constituted of weekly lessons averaging two (2) hours each.

xiii. Courses shall be given during the regular working hours and there shall result no wage deduction.

xiv. The apprentice must attend to at least 70% of the courses given to be admitted to the examination. The committee has the right to

Le comité peut imposer une amende, dont il détermine le montant, à l'apprenti qui s'absente de ces cours sans raison valable.

xv. A la fin de ce stage, l'apprenti subit un examen portant sur les matières enseignées et il doit conserver 60% des points alloués pour recevoir un certificat d'études; il faut avoir ce certificat pour se présenter à l'examen de l'ouvrier qualifié (compagnon).

xvi. Il ne doit y avoir plus de deux (2) apprentis par salon et l'un d'eux doit être dans sa troisième année d'apprentissage du métier de barbier ou dans sa deuxième année d'apprentissage du métier de coiffeur.

xvii. La période d'essai d'un apprenti, barbier ou coiffeur, est de huit (8) semaines. Durant les deux semaines qui suivent cette période, le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties contractantes mais un avis de sept (7) jours doit être donné par la partie qui désire se prévaloir de cette clause.

xviii. La période d'essai d'un apprenti dans une des opérations secondaires relevant du métier de barbier ou de coiffeur est de un (1) mois. La résiliation du contrat est sujette aux dispositions de l'alinéa précédent.

xix. Si, après une année d'apprentissage, un apprenti doit quitter le métier pour des raisons majeures, le comité peut lui permettre de compléter plus tard son apprentissage. Une telle permission ne peut lui être accordée s'il a quitté le métier avant une année complète d'apprentissage.

xx. Le nombre total d'apprentis admis à l'apprentissage ne peut dépasser 10% du nombre d'ouvriers qualifiés régis par le décret; la proportion est établie, chaque année, au début de janvier.

xxi. Les fils ou les filles de barbiers ou de coiffeurs peuvent toutefois, en tout temps, apprendre le métier pourvu qu'ils se soumettent aux présentes dispositions régissant l'apprentissage.

xxii. Le Comité doit faire enquête, au moins trois (3) fois par année, pour se rendre compte des conditions de travail des apprentis et recevoir les plaintes de part et d'autre.

xxiii. Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des ouvriers qualifiés (compagnons) de leur métier.

xxiv. Le Comité doit prendre tous les moyens à sa disposition pour venir en aide aux apprentis des métiers régis par le décret.

b.—Salaires:—i. Apprenti-barbier:—

Par semaine

Zone I: 1ère année.....	\$ 5.00
2ème année.....	8.00
3ème année.....	12.00

De plus, l'apprenti reçoit une commission de 50% sur le montant de ses recettes brutes hebdomadaires dépassant \$22.00.

Zone II: 1ère année.....	\$ 3.00
2ème année.....	7.00
3ème année.....	10.00

De plus, l'apprenti reçoit une commission de 50% sur le montant de ses recettes brutes hebdomadaires dépassant \$20.00.

ii.—Apprenti-coiffeur (deux sexes):—

Zone I: 1ère année.....	\$ 5.00
2ème année.....	10.00

De plus, l'apprenti reçoit une commission de 10% sur le montant de ses recettes brutes hebdomadaires dépassant \$20.00.

Zone II: 1ère année.....	\$ 3.00
2ème année.....	7.00

impose fine, and determine its amount, on any apprentice for non-attendance to courses without cause.

xv. When the courses have ended, the apprentice undergoes an examination on the subjects taught and, to be entitled to the certificate of study, he must have won at least 60% of the points allowed. One must hold this certificate to be admitted to the journeyman's examination.

xvi. There shall not be more than two (2) apprentices in one shop or parlor, and one of them shall be in his third year of apprenticeship if learning the barber trade, or in his second year, if learning the hairdresser trade.

xvii. The period of probation of an apprentice barber or hairdresser, shall be of eight (8) weeks. During the two weeks following that period, the contract may be cancelled by either of the contracting parties but a week's notice must be given by the withdrawing party.

xviii. The period of probation of an apprentice in the secondary services pertaining to the barber or hairdresser trade shall be of one (1) month. The annulment of the decree is subject to the provisions of the foregoing paragraph.

xix. When, after one year of apprenticeship, an apprentice has to leave the trade for good reasons, the committee may permit him to terminate his apprenticeship at a later date. Such a permission shall not be granted when the apprentice has left the trade before the completion of one year of apprenticeship.

xx. The total number of apprentices admitted in the trade shall not exceed 10% of the number of qualified workers governed by the decree; the proportion is established, each year, at the beginning of January.

xxi. However, sons or daughters of barbers or hairdressers shall be permitted, at any time, to learn the trade provided they abide by the present provisions governing the apprenticeship.

xxii. The Committee shall investigate, at least three (3) times a year, the working conditions of the apprentices and receive the complaints which they may have to lodge.

xxiii. The working hours of apprentices shall be the same as those of journeyman in their trade.

xxiv. The Committee shall take all means at his disposal to help the apprentices in the trades governed by the decree.

b.—Wages:—i. Apprentice-barber:—

Per week:

Zone I: 1st year.....	\$ 5.00
2nd year.....	8.00
3rd year.....	12.00

The apprentice shall also receive a 50% commission on the amount of his weekly gross receipts exceeding \$22.00.

Zone II: 1st year.....	\$ 3.00
2nd year.....	7.00
3rd year.....	10.00

The apprentice shall also receive a 50% commission on the amount of his weekly gross receipts exceeding \$20.00.

ii. Apprentice-hairdresser:—

Zone I: 1st year.....	\$ 5.00
2nd year.....	10.00

The apprentice shall also receive a 10% commission on the amount of his weekly gross receipts exceeding \$20.00.

Zone II: 1st year.....	\$ 3.00
2nd year.....	7.00

De plus, l'apprenti reçoit une commission* de 10% sur le montant de ses recettes brutes hebdomadaires dépassant \$14.00.

XI.—Dispositions générales:—a.—Compagnon:

i. Pour être embauchée comme compagnon, à titre d'employé régulier, de remplaçant ou de surnuméraire, toute personne doit avoir obtenu du Comité paritaire une carte de compétence attestant qu'elle a les qualifications voulues pour exercer le métier de barbier ou de coiffeur.

ii. Lorsqu'une personne venue de l'extérieur de la province où elle pratiquait le métier de barbier ou de coiffeur désire continuer l'exercice de son métier dans la juridiction territoriale de ce décret, il lui faut, pour obtenir la carte de compétence, passer l'examen de compagnon.

iii. S'il s'agit de prouver qu'une personne est vraiment barbier ou coiffeur, tel que défini dans le décret, cette personne doit fournir elle-même la preuve à cette fin.

b.—Artisan et employeur:—i. Nul ne peut exercer le métier de barbier ou de coiffeur, comme artisan ou employeur, à moins qu'il n'ait obtenu du Comité paritaire une carte de compétence attestant qu'il a les qualifications voulues pour exercer le métier de barbier ou de coiffeur.

ii. Le fils ou la fille d'un employeur, barbier ou coiffeur, qui veut devenir barbier ou coiffeur peut tenir l'établissement de son père décédé en attendant d'obtenir la carte de compétence de compagnon donnant droit de tenir un salon de barbier, de coiffure ou de beauté.

iii. La veuve d'un employeur, barbier ou coiffeur, peut aussi continuer d'exploiter l'établissement de son mari décédé.

iv. Dans les cas cités aux alinéas "ii" et "iii", il ne sera pas permis d'engager d'apprenti.

v. Les dispositions de l'alinéa "i" ne s'appliquent pas à une personne qui, à la date de la mise en vigueur du décret, exploite, à titre d'employeur, un salon de barbier, de coiffure ou de beauté.

c.—Salon de barbier, salon de coiffure ou de beauté:—i. Aucun salon de barbier, de coiffure ou de beauté ne peut être ouvert ou exploité sans un permis écrit du Comité paritaire.

ii. Les métiers de barbier ou de coiffeur ne peuvent être exercés que dans un salon de barbier, de coiffure ou de beauté excepté dans les cas prévus aux paragraphes "d" et "e".

iii. Seules les personnes habitant dans cette province depuis au moins trois (3) ans peuvent opérer un salon de barbier, de coiffure ou de beauté.

iv.—Affichage des prix:—L'employeur ou l'artisan, barbier ou coiffeur, doit afficher, à la satisfaction de l'inspecteur du Comité paritaire, le décret ou la partie du décret renfermant les dispositions relatives aux prix minima des services.

d.—Institutions d'enseignement, d'hospitalisation, de charité:—i. Il est permis à un employeur, artisan, employé ou apprenti, barbier ou coiffeur, travaillant habituellement dans un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, de faire du travail dans les institutions d'enseignement, d'hospitalisation, de charité pourvu que ce soit aux heures régulières de travail; dans le cas d'un employé ou d'un apprenti, l'autorisation de leur employeur doit être obtenue.

ii. Les institutions d'enseignement, d'hospitalisation, de charité ne sont pas exemptes de l'application des dispositions du décret; cepen-

The apprentice shall also receive a 10% commission on the amount of his weekly gross receipts exceeding \$14.00.

XI.—General provisions:—a.—Journeyman:—

i. Every one wishing to be employed as journeyman, whether as regular employer, substitute or occasional hand, shall obtain from the Parity Committee a certificate of competency proving that he has the competency required to carry on the barber or hairdresser trade.

ii. Any person coming from outside this province where he was practising the barber or hairdresser trade and wishing to continue the practice of his trade within the territorial jurisdiction of this decree, shall have to undergo the journeyman's examination in order to obtain the certificate of competency.

iii. When the matter is to prove that one person is really a barber or a hairdresser, as defined in the decree, that person himself shall have to furnish proofs to that effect.

b.—Artisan and employer:—i. No one shall practise the barber or hairdresser trade, as artisan or employer, unless he has obtained from the Parity Committee a certificate of competency proving that he has the competency required to carry on the barber or hairdresser trade.

ii. The son or daughter of an employer, barber or hairdresser, wishing to become a barber or a hairdresser, may operate the establishment of his or her deceased father until he or she has obtained the certificate of competency which permits the keeping of a barber shop, hairdressing or beauty parlor.

iii. The widow of an employer, barber or hairdresser, may also continue the keeping of the establishment of her deceased husband.

iv. No apprentice may be employed in the establishments mentioned in paragraphs "ii" and "iii".

v. The provisions of paragraph "i" do not apply to a person operating, at the time of the coming into force of the decree, a barber shop or a hairdressing or beauty parlor as employer.

c. Barber shop, hairdressing or beauty parlor:

i. No one shall open or operate a barber shop or a hairdressing or beauty parlor without a written permit from the Parity Committee.

ii. Barber or hairdresser trades shall only be carried on in a barber shop or a hairdressing or beauty parlor except in the cases referred to in subsections "d" and "e".

iii. Only those having lived in this province for at least three (3) years may operate a barber shop or a hairdressing or beauty parlor.

iv. Posting of prices:—The employer or artisan—barber or hairdresser, shall stick up at the satisfaction of the inspector of the Parity Committee, the decree or a part thereof containing the provisions respecting the minimum prices of services.

d.—Educational and charitable institutions:—

i. Any employer, artisan, employee or apprentice—barber or hairdresser, working habitually in a barber shop or a hairdressing or beauty parlor, is permitted to render services in educational and charitable institutions during the regular hours of work. The employees and apprentices, however, shall have to obtain the authorization of their employer.

ii. Educational and charitable institutions are not exempt from the application of the provisions of the decree, but work performed in such insti-

dant, le travail effectué dans ces institutions ne doit pas être considéré comme celui fait à domicile et il sera sujet aux prix minima réguliers des services.

e.—Service à domicile.—Il est loisible à un employeur, à un artisan, ainsi qu'à un employé ou apprenti muni de l'autorisation de l'employeur, et travaillant habituellement dans un salon de barbier, de coiffure ou de beauté d'exécuter du travail à domicile, durant les heures régulières de travail, pourvu qu'ils demandent les prix minima fixés pour un tel service.

f.—Entente pour éluder le décret.—Il n'est pas permis aux employeurs et aux employés ou apprentis d'établir entre eux de convention, de quelque nature qu'elle soit, qui ait pour fin d'éluder les dispositions du décret, comme par exemple:

- i. la vente d'actions ou d'obligations;
- ii. le louage et le sous-louage d'une ou de plusieurs chaises, de matériel, d'espace dans un salon pour l'exécution d'une ou de plusieurs opérations assujetties au décret;
- iii. ou toute autre entente qui aurait pour effet de nuire à la mise à exécution des dispositions du décret.

XII.—Application du décret.—Dès l'entrée en vigueur du décret, le Comité paritaire déjà existant et chargé de la mise à exécution du décret actuel restera en fonctions et verra à l'application du futur décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé.

XIII.—Durée du décret.—Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période d'une année. Il se renouvellera alors automatiquement, d'année en année, à moins que l'une des parties à la convention ne donne avis aux autres de son intention d'y mettre fin, et ce au moins soixante (60) jours avant la date d'expiration.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 juin, 1944. 6551-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), qu'une requête lui a été présentée conjointement par la Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada et l'Union nationale du Vêtement inc., section de la fourrure, à l'effet de modifier le décret numéro 2944, du 3 août 1940 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce en détail, dans la région de Montréal, de la façon suivante:

Il est demandé

1. Que le paragraphe "a" de l'article III soit remplacé par le suivant:

"III.—*Durée du travail.*—a.—La durée hebdomadaire du travail sera de quarante (40) heures distribuées selon les besoins de l'employeur entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., à l'exception du samedi et du dimanche. Le samedi, le travail devra se terminer à midi. Pour faire travailler ses employés le samedi après-midi, un employeur devra obtenir l'autorisation écrite du comité paritaire.

tutions shall not be considered as home work and, therefore, shall be subject to the regular minimum prices of the services.

e.—Home work.—During the regular hours of work, any employer, artisan, and any employee or apprentice having an authorization from his employer, habitually working in a barber shop or a hairdressing or beauty parlor, shall have the right to do home work provided the minimum prices set for such work be charged.

f.—Agreement to elude the decree.—No employer and employee or apprentice shall have the right to enter into agreements, of any nature whatever, for the purpose of eluding the provisions of the decree, as, for instance:

- i. the sale of bonds or shares;
- ii. the renting or sub-renting of one or more chairs, of material, of space in a shop or parlor for the performance of one or more of the operations subject to the decree.
- iii. or any other agreement which would restrain the enforcement of the decree.

XII.—Enforcement of the decree.—At the time of the coming into force of the decree, the existing Parity Committee, entrusted with the administration of the actual decree, shall remain in office and see to the enforcement of the new decree until a new committee is formed.

XIII.—Duration of the decree.—The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective for a period of one year. It shall then renew itself automatically, from year to year, unless one of the parties to the agreement give notice to the others of its desire to see it come to an end, at least sixty (60) days prior to its expiration.

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec June 17, 1944. 6551-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that a petition has been jointly presented by "La Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada" and "L'Union nationale du Vêtement inc., section de la fourrure" to modify, in the following manner, the decree number 2944, of August 3, 1940, and amendments, relating to the fur workers, retail trade, in the district of Montreal.

It is requested:

1. That subsection "a" of section III be replaced by the following:

"III.—*Duration of labour.*—a.—The weekly duration of labour shall be of forty (40) hours, distributed according to the needs of the employer, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., excepting Saturday and Sunday. On Saturday, work shall cease at noon. A written permit from the Parity Committee is required for the execution of any work on Saturday afternoon.

• Tout travail exécuté en dehors de ces heures de travail sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et demi, à l'exception des mois de septembre, octobre, novembre et décembre où il sera permis à un employeur de faire travailler ses employés le samedi après-midi jusqu'à 6 heures et où une semaine de quarante-huit (48) heures sera permise au taux régulier."

Work performed out of these hours shall be considered as overtime work and paid at the rate of time and one half. However, during the months of September, October, November and December, it is permissible for an employer to have his employees work on Saturday afternoon until 6.00 p.m. and forty-eight (48) hours per week, at regular rates."

2. Que les mots "pour une semaine de quarante (40) heures." soient ajoutés à la fin du premier alinéa de l'article IV.

2. That the words "a remuneration in proportion to the duration of labour he has worked", mentioned at the end of the first paragraph of section IV, be replaced by the following:

"a remuneration based on the proportion of his hours of work with respect to a forty-hour week."

3. Que les paragraphes "a" et "b" de l'article VI soient remplacés par les suivants:

3. That subsections "a" and "b" of section VI be replaced by the following:

"VI.—Taux de salaires:—a.—Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

"VI.—Wages:—a.—The following minimum wages shall be paid:

	de	par
	l'heure	semaine
Tailleur (classe A).....	\$ 1.15	\$ 46.00
Tailleur (classe B).....	1.00	40.00
Opérateur (classe A).....	0.89	35.60
Opérateur (classe B).....	0.73	29.20
Finisseur (classe A).....	0.83	33.20
Finisseur (classe B).....	0.68	27.20
Bloqueur (classe A).....	0.73	29.20
Bloqueur (classe B).....	0.52	20.80
Opératrice (classe A).....	0.73	29.20
Opératrice (classe B).....	0.55	22.00
Finisseuse (classe A).....	0.67	26.80
Finisseuse (classe B).....	0.55	22.00

	per	per
	hour	week
Cutter (class A).....	\$ 1.15	\$ 46.00
Cutter (class B).....	1.00	40.00
Operator (class A).....	0.89	35.60
Operator (class B).....	0.73	29.20
Finisher (class A).....	0.83	33.20
Finisher (class B).....	0.68	27.20
Blocker (class A).....	0.73	29.20
Blocker (class B).....	0.52	20.80
Operator female (class A).....	0.73	29.20
Operator female (class B).....	0.55	22.00
Finisher female (class A).....	0.67	26.80
Finisher female (class B).....	0.55	22.00

b.—Les apprentis doivent recevoir les taux de salaires minima ci-après:

b.—The apprentices shall receive the following minimum wages:

Apprentis—de sexe masculin ou féminin:

Apprentices—male or female:

	de	par
	l'heure	semaine
1ère année, 1er semestre.....	\$0.21	\$ 8.40
1ère année, 2ème semestre.....	0.26	10.40
2ième année, 1er semestre.....	0.33	13.20
2ième année, 2ième semestre.....	0.36	14.40
3ième année, 1er semestre.....	0.42	16.80

	per	per
	hour	week
1st year, 1st 6 months.....	\$ 0.21	\$ 8.40
1st year, 2nd 6 months.....	0.26	10.40
2nd year, 1st 6 months.....	0.33	13.20
2nd year, 2nd 6 months.....	0.36	14.40
3rd year, 1st 6 months.....	0.42	16.80

Apprentis—coupeurs ou garnisseurs:

Apprentices—cutters or trimmers:

1ère année, 1er semestre.....	\$0.70	\$ 28.00
1ère année, 2ième semestre.....	0.73	29.20
2ième année, 1er semestre.....	0.75	30.00
2ième année, 2ième semestre.....	0.78	31.20
3ième année, 1er semestre.....	0.81	32.40
3ième année, 2ième semestre.....	0.83	33.20"

1st year, 1st 6 months.....	\$ 0.70	\$ 28.00
1st year, 2nd 6 months.....	0.73	29.20
2nd year, 1st 6 months.....	0.75	30.00
2nd year, 2nd 6 months.....	0.78	31.20
3rd year, 1st 6 months.....	0.81	32.40
3rd year, 2nd 6 months.....	0.83	33.20"

3. Que le paragraphe "e" de l'article VI soit radié.

3. That subsection "e" of section VI be stricken off.

4. Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article XI:

4. That the following paragraph be added to section XI:

"Dans l'enveloppe de paye de chaque employé, l'employeur devra inclure une feuille fournie par le comité paritaire, indiquant les heures de travail, les taux de salaire horaire ainsi que toutes les déductions de salaire."

"In the pay envelope of every employee, the employer shall include a sheet supplied by the Parity Committee giving the hours of work, the rates of wages, per hour, and all wage deductions."

5. Que l'article XII soit remplacé par le suivant:

5. That section XII be replaced by the following:

"XII.—Durée du décret:—Le présent décret avec tous ses amendements demeurera en vigueur jusqu'au 1er mai 1945. Il se renouvellera automatiquement à la date de son expiration pour une autre période d'une année, à moins que l'une des parties aux présentes ne signifie à l'autre partie, par écrit, son intention de ne pas le renouveler, au moins deux (2) mois avant la date de son expiration."

"XII.—Duration of the Decree:—The present decree, and all its amendments, shall remain in force until May 1, 1945. It shall then renew itself automatically, for another period of one year, unless one of the parties hereto gives to the other notice, in writing, of its intention not to renew the decree; such notice must be served at least two (2) months before the date of expiration of the decree."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minis-

recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 juin 1944.

6570-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 16 mai, 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2032 du 16 juin, 1944, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 17 juin 1944 au 28 février 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 1658.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assentiment des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1944 et 31 mars 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire du commerce

ter of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 17, 1944.

6570-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1658, of May 16, 1944, has been authorized by a by-law approved by the decree number 2032 of June 16, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of assessments shall extend from June 17, 1944, to February 28, 1945, and apply as follows:

a) The professional employers, governed by decree number 1658, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate fixed for employees of similar occupations, as stipulated in the decree number 1658.

2. Collection

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee in assessments.

Every month, the professional employer shall send to the Parity Committee a complete report giving, on forms supplied by the said Committee, the name in full and address of each employee in his employ, the latter's competency or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of such work and the wage paid.

This report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with the assessments owed, by the said professional employer and his employees; all such sums shall be paid in current money.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present, to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: September 30 and December 31, 1944, and March 31, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade

de l'Alimentation au détail à Québec, pour la période comprise entre le 10 juin 1944 et le 28 février 1945. Parity Committee of Quebec for the period between June 10, 1944, and February 28, 1945.

BUDGET DU COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL À QUÉBEC

BUDGET OF THE RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

Du 10 juin 1944 au 28 février 1945

From June 10, 1944, to February 28, 1945.

Revenus probables:

Cotisation des employeurs professionnels (½ de 1%)	\$ 2,437.50
Cotisations des salariés (½ de 1%)	2,437.50
	\$ 4,875.00

Probable receipts:

Professional employers' assessments (½ of 1%)	\$ 2,437.50
Employees' assessments (½ of 1%)	2,437.50
	\$ 4,875.00

Dépenses probables:

Secrétaire	390.00
Inspecteurs	1,950.00
Papeterie, timbres	375.00
Frais légaux	675.00
Dépenses d'inspection	375.00
Divers	360.00
Administration	750.00
	\$ 4,875.00

Probable expenses:

Secretary	\$ 390.00
Inspectors	1,950.00
Stationery, stamps	375.00
Legal charges	675.00
Inspection expenses	375.00
Miscellaneous	360.00
Administration	750.00
	\$ 4,875.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 juin, 1944. 6569-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour
Quebec, June 17, 1944. 6569-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que les Syndicats nationaux et catholiques des employés de magasins de détail de Chicoutimi inc., section féminine et masculine et l'Association des marchands détaillants du Canada, inc., section de Chicoutimi lui ont présenté une pétition à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2632, du 10 septembre 1943, relatif au commerce de détail de Chicoutimi. On demande:

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that "Les Syndicats nationaux et catholiques des employés de magasins de détail de Chicoutimi inc., section féminine et masculine" and The Retail Merchants Association of Canada inc., Chicoutimi branch, have presented to him a petition to modify, in the following manner, the decree number 2632, of September 10, 1943, relating to the retail trade of Chicoutimi. It is requested:

1. Que l'article I soit remplacé par le suivant:

1. That section I be replaced by the following:

"I.—*Définitions*.—Pour les fins du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

I.—*Definitions*.—For the purposes of the present decree, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a.—Le terme "magasin de détail" désigne tout établissement où se fait en détail, l'un des commerces suivants: nouveautés, marchandises sèches, épicerie, boucherie, épicerie-boucherie, épicerie licenciée, restaurant-épicerie, quincaillerie, ferronnerie, meubles, pharmacie, chaussures, chapeaux, bijouterie, fourrures et accessoires électriques.

a.—The term "retail store" includes all retail establishments where the following trades are carried on: novelties, dry goods, groceries, butcher shops, licensed groceries, groceries-restaurants, hardware, furniture, drugs, shoes, hats, jewellerys, furs and electrical appliances.

b.—Le terme "employé" désigne toute personne préposée à la vente, à la sollicitation, à l'étalage, à l'emballage, à la livraison, au nettoyage, à la couture, au recouvrement des comptes, à la tenue des livres et, de façon générale, à n'importe quel emploi pouvant se rencontrer dans les établissements régis par le présent décret.

b.—The term "employee" means any person, engaged in the sales, the canvassing, the displaying, wrapping and delivery of goods, the cleaning, the sewing, the collection, the book-keeping and, in a general way, in any trade or occupation that may be carried on in the establishments governed by this decree.

c.—Les termes "chef de département", "gérant-adjoint" ou "premier commis" désignent toute personne à qui le propriétaire ou le gérant d'un établissement régi par le présent décret donne la conduite d'un rayon dudit établissement. Est considéré comme "chef de département" la personne qui a la charge des achats pour ledit commerce, département ou rayon.

c.—The terms "departmental manager", "assistant-manager" or "chief clerk" mean any person, in which the owner or manager of an establishment subject to the present decree has entrusted the direction of a department thereof. Shall be considered as "departmental manager" that person who makes the purchases for the said trade or department.

d.—Le terme "gérant" désigne toute personne qui s'occupe généralement des achats dans le gros, qui a les commis sous son contrôle et sa

d.—The term "manager" means and includes any person who, generally, makes the purchases in bulk, heads the clerks, is responsible for the

surveillance, qui a généralement la responsabilité de la vente et qui s'occupe directement ou par l'intermédiaire d'employés, de la finance de l'établissement."

2. Que le paragraphe "a" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"a.—les établissements où l'on vend ou répare des automobiles et des camions, ainsi que les accessoires pour ces voitures."

3. Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV.—*Durée du travail*:—a.—L'heure dont fait mention le présent décret est l'heure légale dans la corporation municipale intéressée.

b.—La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret est de cinquante et une (51) heures pour les employés du sexe féminin et de cinquante-quatre (54) heures pour les employés du sexe masculin. Ces heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1.—Les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et la veille de Noël: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. pour les employés du sexe masculin et: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. pour les employés du sexe féminin.

2.—Les samedi et veilles de fête chômées, et les quatre jours précédant Noël: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m. pour les employés du sexe masculin et: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m. pour les employés du sexe féminin.

Les employés des établissements qui, lors de l'entrée en vigueur du présent décret, commençaient le travail à 9.00 a.m., ne sont pas tenus de commencer plus à bonne heure.

c.—Tout employé a droit à une heure et demie pour le repas du midi, les jours où il doit retourner au travail le soir, à une heure pour le repas du soir.

d.—En aucun cas, l'employeur ne peut faire travailler ses employés à la vente après les heures mentionnées au présent article.

e.—Pendant la période du 1er juillet au 1er septembre, les heures de travail se terminent à 10.00 p.m. le vendredi et à midi le samedi.

f.—Les heures de travail fixées au présent article ne sont pas applicables aux pharmacies.

g.—Si le système de la double équipe devient nécessaire dans un établissement, les heures de travail seront réparties suivant les besoins de l'entreprise, pourvu qu'elles n'excèdent en aucun cas celles mentionnées au paragraphe "b" du présent article.

h.—En dehors des heures spécifiées plus haut, les épiciers licenciés suivront les heures de vente fixées par la Commission des Liqueurs de Québec, mais ils ne pourront y faire que la vente de la bière.

i.—Toutefois, durant les mois de juillet et août, les épiciers, les épiciers-bouchers, les épiciers licenciés peuvent garder leur établissement ouvert, le samedi, de midi à 6.00 p.m.; ce travail additionnel, cependant, doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

Reserve:—Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes."

4. Que l'article V soit remplacé par le suivant:

"V.—*Jours de fête chômés*:—a.—Il n'y a pas de travail dans les établissements régis par le présent décret les dimanches ainsi que les jours de fêtes religieuses ou légales suivantes:

sales and controls directly, or with the help of employees, the financial transactions of the establishment.

2. That subsection "a" of section II be replaced by the following:

"a.—establishments engaged in the sales or repairs of automobiles and trucks as well as accessories thereof."

3. That section IV be replaced by the following:

"IV.—*Duration of labour*:—a.—The hours mentioned in this decree shall be based on the time enforced by the municipal corporation concerned.

b.—The regular week work in the establishments governed by the present decree shall consist of fifty-one (51) hours for female employees, and of fifty-four (54) hours for male employees; these hours shall be divided as follows:

1.—On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Christmas eve: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. for the male employees and, from 8.30 a.m. to 6.00 p.m. for the female employees.

2.—On Saturday and holiday eves and during the four days preceding Christmas, from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. for the male employees and from 8.30 a.m. to 10.00 p.m. for the female employees.

In establishments where, at the time of the coming into force of the present decree, work began at 9.00 a.m., the employees are not required to begin before that time.

c.—Every employee shall be entitled to one hour and thirty (1.30) minutes for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when work is to be performed by the said employee during the evening.

d.—The employer shall not have work performed by his employees, in the sales, outside the hours mentioned in the present section.

e.—During the period between July 1, and September 1, work shall cease at 10.00 p.m. on Friday and at noon on Saturday.

f.—Working hours set forth in this section do not apply to drugstores.

g.—Should the two-shift system become necessary in an establishment, the hours of work shall be distributed according to the needs of the concern but shall not exceed those mentioned in subsection "b" of this section.

h.—Outside the hours above mentioned, grocers holding a license shall observe the hours fixed by the Quebec Liquor Commission but, during such hours, they shall be permitted to sell beer only.

i.—However, during the months of July and August, grocers, butchers and licensed grocers may keep their establishment open, on Saturday, from noon to 6.00 p.m., but such additional hours shall be paid at the rate of time and one half.

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations made by the authorized municipalities."

4. That section V be replaced by the following:

V.—*Holidays*:—a.—In the establishments governed by the present decree, no work shall be performed on Sunday and the following religious or legal holidays:

Le jour de Noël, le Premier de l'An, l'Épiphanie, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le Vendredi Saint jusqu'à une heure, l'Ascension, la fête de Dolard, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le jour de la Confédération (1er juillet), et le lendemain du jour de Noël et du Premier de l'An.

b.—Les employés sont rémunérés pour les jours de fête chômés, lesquels comptent pour les cinquante-quatre (54) heures de travail des employés du sexe masculin et les cinquante et une (51) heures de travail des employés du sexe féminin, y compris durant la période du 1er juillet au 1er septembre. Cependant, les employés sont rémunérés pour le jour de Noël, le Premier de l'An et le lendemain de ces deux jours de fête, en compensation de travail fourni pendant les quatre soirées précédant le jour de Noël et la veille du Premier de l'An."

5. Que les taux de salaire apparaissant à l'article VIII soient remplacés par les suivants:

	Taux hebdomadaires	
	Hommes	Femmes
"Employés:		
1er semestre.....	\$ 8.50	\$ 8.50
2ième semestre.....	9.50	9.50
2ième année.....	10.50	10.50
3ième année.....	12.50	12.50
4ième année.....	15.75	15.75
5ième à 8ième année.....	21.00	19.00
8ième année et plus.....	26.00	21.00
Chef de département, gérant-adjoint ou premier commis.....	36.00	23.00
Gérant.....	45.00	
Surintendant.....	50.00	
Livreurs à bicyclettes.....	7.50	

6. Que l'article IX soit remplacé par le suivant:

"IX.—*Vacances payées*:—a.—Après une année de service, tout employé a droit à une semaine de vacances payées par année. Après deux années de service ou plus, tout employé a droit à une semaine de vacances payées plus une journée additionnelle pour chaque année de service jusqu'à concurrence de quinze (15) jours de vacances payées, par année.

b.—Aucun montant ne doit être déduit de la commission d'un employé rémunéré sur une base de salaire et commission en raison de ces vacances.

c.—Lorsqu'un employeur ne peut donner de vacances à un employé à la date fixée, il doit verser salaire double à ce dernier pour toute la période de vacance à laquelle ledit employé a droit.

d.—Avec arrangement entre le propriétaire ou le gérant de l'établissement et l'employé, cesdites vacances doivent être fixées à l'avance et être données pendant la période comprise entre le premier juin et le trente septembre, à moins que les circonstances n'obligent les deux parties à s'entendre sur une autre période."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 juin, 1944.

6568-o

Christmas, New Year's Day, Epiphany, All Saints Day, Immaculate Conception, Good Friday (until 1.00 p.m.), Ascension, Dollard Day, St-Jean Baptiste, Labour Day, Dominion Day (July 1), and the day after Christmas and New Year's Day.

b.—The employees shall be paid for holidays observed and the hours of said holidays shall be considered in the computing of the 54-hour week in the case of male employees and the 51-hour week in the case of female employees, including the period between July 1, and September 1. However, Christmas and New Year's Day and the days following such holidays shall be paid to compensate for the work performed during the four evenings preceding Christmas and New Year's Eve.

5. That the wage rates mentioned in section VIII be replaced by the following

	Per week	
	Men	Women
"Employees:		
1st 6 months.....	\$ 8.50	\$ 8.50
2nd 6 months.....	9.50	9.50
2nd year.....	10.50	10.50
3rd year.....	12.50	12.50
4th year.....	15.75	15.75
from the 5th to the 8th year	21.00	19.00
8th year and after.....	26.00	21.00
Departmental manager, assistant-manager or chief-clerk.....	36.00	23.00
Manager.....	45.00	
Superintendent.....	50.00	
Delivery boy with bicycle..	7.50	

6. That section IX be replaced by the following:

"XI.—*Paid vacations*:—a.—After one year of service, every employee shall be entitled to a week's vacation, with pay. After two (2) years, every employee shall be entitled to a week's vacation, with pay, and an additional day for each year of service, to the extent of fifteen (15) days' vacation, with pay.

b.—There shall be no deduction on the commission of an employee paid on a salary and commission basis because of the vacation.

c.—Double time shall be paid for the entire vacation period when the employer cannot be dispense with the services of the employee during such period.

d.—After agreement between the owner or the manager of the establishment and the employee, the date of such holidays shall be fixed in advance and they shall be given between June 1, and September 30, unless both parties agree upon another period."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 17, 1944.

6568-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 24

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:		ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:	
Lavoie vs Fortin.....	1362	Lavoie vs Fortin.....	1362
AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1351		NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1351	
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc. (Règlements).....	1362	Le Syndicat de la Salle Paroissiale de St-Gabriel Lalemant, Inc. (By-laws).....	1362
Syndicat National des Employés du Téléphone du Saguenay (Formation)....	1363	Syndicat National des Employés du Téléphone du Saguenay (Formation)....	1363
CHARTES—ABANDON DE:		CHARTERS—SURRENDER OF:	
Central Hotel Company Limited.....	1363	Central Hotel Company Limited.....	1363
La Savonnerie Lasalle Limitée.....	1363	La Savonnerie Lasalle Limitée.....	1363
Longtin Sports Incorporé.....	1363	Longtin Sports Incorporé.....	1363
Radiateur Somerset Limitée—Somerset Radiator Limited.....	1363	Somerset Radiator Limited—Radiateur Somerset Limitée.....	1363
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
La Coopérative Régionale de Conserves de St-Jude.....	1364	La Coopérative Régionale de Conserves de St-Jude.....	1364
La Société Coopérative Agricole de la Jonction de Chambord.....	1364	La Société Coopérative Agricole de la Jonction de Chambord.....	1364
Société Coopérative Agricole de Les Cèdres.....	1364	Société Coopérative Agricole de Les Cèdres.....	1364
Société Coopérative Agricole de St-Fidèle.....	1365	Société Coopérative Agricole de St-Fidèle.....	1365
Société Coopérative Agricole de St-Jean-Chrysostôme.....	1364	Société Coopérative Agricole de St-Jean-Chrysostôme.....	1364
Société Coopérative Agricole de Ways Mills.....	1364	Société Coopérative Agricole de Ways Mills.....	1364
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Industrie laitière:		Dairy Industry:	
Ordonnance N° 16-44—Joliette.....	1365	Order No. 16-44—Joliette.....	1365
COLONISATION:		COLONIZATION:	
Fermeture d'un chemin dans le canton Figury.....	1366	Closing of a road in the township of Figury.....	1366
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
St-Joseph-d'Alma, munic. scolaire du village.....	1366	St-Joseph-d'Alma, school munic. of the village.....	1366
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Awantjish, canton.....	1367	Awantjish, township.....	1367
TRAVAIL:		LABOUR:	
Commerce de détail de Chicoutimi (Modification).....	1395	Retail trade of Chicoutimi (Modification).....	1395
Commerce de l'Alimentation au détail à Québec (Prélèvement).....	1394	Retail food trade of Quebec (Levy).....	1394
Syndicat catholique des maîtres-barbiers et coiffeurs de Québec, inc. (Avis)....	1383	Syndicat catholique des maîtres-barbiers et coiffeurs de Québec, inc. (Notice) ..	1383
Travailleurs en fourrure, commerce en détail, dans la région de Montréal (Modification).....	1392	Fur workers, retail trade, in the district of Montreal (Modification).....	1392
TRÉSOR:		TREASURY:	
Assurances:		Insurance:	
Burnett's Employees' Mutual Benefit Association.....	1367	Burnett's Employees' Mutual Benefit Association.....	1367
Polish Welfare Association.....	1367	Polish Welfare Association.....	1367

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: pratique du droit	1368
Bas Saint-Laurent: étude du droit	1368
Bas Saint-Laurent: pratique du droit	1368
Québec: étude du droit	1369
Québec: pratique du droit	1368

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: practice of law	1368
Lower Saint Lawrence: study of law	1368
Lower Saint Lawrence: practice of law	1368
Quebec: study of law	1369
Quebec: practice of law	1368

LETTRES PATENTES:

Clubs 4-H du Québec	1352
Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique	1353
Frank Ralphs Limited	1353
H. Reich & Sons Inc.	1354
J. B. Loranger Ltée-Ltd	1354
Jos. Blais & Cie, Limitée	1355
Kaymack Investments Ltd	1355
Kenda Pershing Mines Limited	1356

LETTERS PATENT:

Clubs 4-H du Québec	1352
Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal de la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique	1353
Frank Ralphs Limited	1353
H. Reich & Sons Inc.	1354
J. B. Loranger Ltée-Ltd	1354
Jos. Blais & Cie, Limitée	1355
Kaymack Investments Ltd	1355
Kenda Pershing Mines Limited	1356

La Chambre de Commerce de New Carlisle—The New Carlisle Board of Trade	1360
La Compagnie de Construction Dollard, Limitée	1356
L'Institut d'Art du Vêtement Inc.	1356
Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée	1357
Nilus Leclerc Inc.	1357
Plage Idéale, Incorporée—Ideal Beach Incorporated	1358
Radio Rouyn-Abitibi, Limitée	1359
Selby Furniture Mfg. Ltd	1359
Thiboutot & Frère, Limitée	1360

The New Carlisle Board of Trade—La Chambre de Commerce de New Carlisle	1360
La Compagnie de Construction Dollard, Limitée	1356
L'Institut d'Art du Vêtement Inc.	1356
Manufacture de Meubles d'Amqui Ltée	1357
Nilus Leclerc Inc.	1357
Ideal Beach Incorporated—Plage Idéale, Incorporée	1358
Radio Rouyn-Abitibi, Limitée	1359
Selby Furniture Mfg. Ltd	1359
Thiboutot & Frère, Limitée	1360

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Hall Machinery of Canada Limited	1361
J. L. Demers Ltée	1361
(La Cie de Construction Cameo Ltée)—Cameo Construction Co. Ltd	1361
Le Syndicat de Québec Incorporée	1362
United Industries Corporation	1362

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Hall Machinery of Canada Limited	1361
J. L. Demers Ltée	1361
Cameo Construction Co. Ltd—(La Cie de Construction Cameo Ltée)	1361
Le Syndicat de Québec Incorporée	1362
United Industries Corporation	1362

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Compagnie Téléphonique Lauzon des Districts de Nicolet et d'Arthabaska	1369
---	------

WINDING UP NOTICE:

La Compagnie Téléphonique Lauzon des Districts de Nicolet et d'Arthabaska	1369
---	------

MINUTES DE NOTAIRES:

Morin, Joseph	1369
---------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

Morin, Joseph	1369
---------------------	------

PROCLAMATION:

Cour des jeunes délinquants de Québec re: Lévis et Saint-Colomb de Sillery ..	1369
---	------

PROCLAMATION:

Juvenile Delinquents' Court of Quebec re: Lévis and Saint-Colomb de Sillery ..	1369
--	------

SOUSSIONS:

Beauharnois, munic. scolaire de la ville ..	1371
Pointe-Claire, ville	1370

TENDERS:

Beauharnois, school munic. of the town ..	1371
Pointe-Claire, town	1370

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Mackay, Horace Campbell	1373
Prud'homme, Raymond	1372

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Mackay, Horace Campbell	1373
Prud'homme, Raymond	1372

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Arthabaska:

Le Procureur général vs Ross	1374
------------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

Arthabaska:

The Attorney General vs Ross	1374
------------------------------------	------

Chicoutimi:

Dufour vs Godin	1375
-----------------------	------

Chicoutimi:

Dufour vs Godin	1375
-----------------------	------

Kamouraska:

Bonenfant vs Fournier 1375

*Montcalm:*La Commission des Accidents du Travail
de Québec vs Charbonneau 1375*Montréal:*Goldberg vs Prieur *et al.* 1376
Masson vs Archambault 1377
Montreal Trust Company vs Archam-
bault 1379
The Mutual Life Assurance Company of
Canada vs Pelton *et al.* 1376
The Pension Fund Society of the Bank of
Montreal vs Lockwood *et al.* 1378*Québec:*Cité de Québec vs Connelly *et al.* 1380
Cité de Québec vs Vachon 1381
Cité de Québec vs Vachon 1381
La Compagnie Hubert Moisan vs Gar-
neau 1380*Rimouski:*

Poirier vs Jean 1382

*Rouyn-Noranda:*Maillet vs Bernier 1382
Maillet vs Fillion 1382*Saint-François:*

Dugré vs Grondin 1382

6571-o

Kamouraska:

Bonenfant vs Fournier 1375

*Montcalm:*The Quebec Workmen's Compensation
Commission vs Charbonneau 1375*Montreal:*Goldberg vs Prieur *et al.* 1376
Masson vs Archambault 1377
Montreal Trust Company vs Archam-
bault 1379
The Mutual Life Assurance Company of
Canada vs Pelton *et al.* 1376
The Pension Fund Society of the Bank of
Montreal vs Lockwood *et al.* 1378*Quebec:*City of Quebec vs Connelly *et al.* 1380
City of Quebec vs Vachon 1381
City of Quebec vs Vachon 1381
La Compagnie Hubert Moisan vs Gar-
neau 1380*Rimouski:*

Poirier vs Jean 1382

*Rouyn-Noranda:*Maillet vs Bernier 1382
Maillet vs Fillion 1382*Saint Francis:*

Dugré vs Grondin 1382

6571-o